

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC



المندوبية السامية للتخطيط
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

NOTE DE C ONJONCTURE

N° 14 - Juillet 2009

INSTITUT NATIONAL D'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

HAUT COMMISSARIAT AU PLAN
INSTITUT NATIONAL D'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

NOTE DE CONJONCTURE
N° 14 - JUILLET 2009

Date d'achèvement de la rédaction le 9 juillet 2009

SOMMAIRE

5	Préambule
7	Aperçu des tendances conjoncturelles
15	Environnement international
19	Evolutions sectorielles
19	Agriculture
21	Pêche
22	Mines
25	Energie
27	Industrie
30	BTP
32	Tourisme
35	Transport
37	Communication
39	Demande intérieure
43	Prix
47	Emploi et chômage
51	Echanges extérieurs
57	Finances publiques
61	Financement de l'économie
73	موجز حول النظرية الاقتصادية
77	Tableau de bord
79	Tableaux annexes
89	Signes et abréviations



PREAMBULE

L'étude de la conjoncture économique revêt une importance particulière pour les décideurs. C'est un baromètre d'indicateurs de phénomènes annonciateurs de tendances qu'il importe d'appréhender dans les meilleurs délais.

Le Haut Commissariat au Plan est chargé, dans ce cadre, de la collecte et de l'analyse de l'information de conjoncture, ainsi que de l'établissement des prévisions à court terme des principaux indicateurs de l'activité économique.

Le diagnostic et la prévision conjoncturels sont établis sur la base des études d'informations économiques, monétaires et financières. Les impacts de l'économie mondiale sont saisis à travers le suivi de l'évolution des principales grandeurs dont celles relatives à la zone euro en particulier.

Les données traitées sont, pour la plupart, de périodicité trimestrielle. La publication correspond au trimestre d'estimation. L'évolution des observations est suivie pour le trimestre antérieur et la prévision est élaborée pour le trimestre qui suit. Les prévisions annuelles sont mises à jour avec l'apparition de nouvelles données.

Les tableaux annexes retracent une série de données infra-annuelles de nature à permettre une appréciation quantitative des évolutions récentes de la conjoncture économique et financière.

APERÇU DES TENDANCES CONJONCTURELLES

S'inscrivant dans la trajectoire des trois derniers trimestres, l'activité économique, hors agriculture, a encore ralenti au premier trimestre 2009. La croissance de la valeur ajoutée non-agricole a atteint 0,6%, en glissement annuel, contre 1,2% enregistrée au quatrième trimestre 2008. Une légère amélioration aurait été, cependant, relevée au deuxième trimestre 2009, estimée à 1,4%, en ligne avec l'atténuation de la récession mondiale et la modération du repli du commerce international. Dans ces conditions, et compte tenu des effets favorables de l'actuelle campagne agricole, le PIB aurait progressé de 4,6% au cours du deuxième trimestre. Toutefois, les incertitudes demeurent importantes quant aux premiers signes d'un redressement des secteurs tournés vers l'exportation ; leurs fluctuations conjoncturelles se situent encore en dessous de leur niveau tendanciel.

Vers une baisse plus modérée de l'activité mondiale au fil de l'année 2009...

Des signaux moins défavorables apparaissent, au deuxième trimestre 2009, témoignant d'un ralentissement du rythme de contraction de l'économie mondiale. Les marchés financiers se seraient détendus, à la suite des interventions massives des Etats, et les conditions de financement se seraient légèrement assouplies. Malgré la détente engagée, les conditions d'octroi des crédits resteraient, toutefois, défavorables, ce qui pèserait encore sur l'investissement des entreprises et les marchés financiers d'ici la fin 2009. Dans l'ensemble, l'activité devrait se replier moins fortement, au second semestre 2009, et la chute du commerce mondial s'atténuerait progressivement, pour terminer l'année avec une baisse de 9,7%. Cependant, la croissance mondiale ne retournerait en terrain positif qu'à partir de l'année 2010.

...et une atténuation du recul de la demande mondiale adressée au Maroc

Le repli de la demande étrangère adressée à l'économie marocaine, observé au premier trimestre 2009 (-4,5 %, en variation trimestrielle, soit la plus forte baisse enregistrée lors des dix dernières années), se serait poursuivi au deuxième trimestre, mais de manière moins accentuée (-2,3%), en ligne avec l'évolution du commerce international et l'atténuation de la diminution de l'activité des principaux pays partenaires commerciaux du Maroc. A l'horizon de la fin 2009, le Maroc bénéficierait du repli plus modéré du commerce mondial. La demande mondiale adressée au Maroc baisserait de manière moins marquée aux troisième et quatrième trimestres (-2,2% et -1,8%, en variations trimestrielles).

Pâtissant du repli de la demande étrangère, les exportations, en baisse de 12,1%, en variation trimestrielle, ont subi le recul des expéditions des phosphates et dérivés, des biens d'équipement et des produits alimentaires au premier trimestre 2009. Toutefois, les exportations des biens de consommation, en particulier celles de la bonneterie et des vêtements confectionnés, semblent connaître un retournement à la hausse, après la morosité qu'elles avaient connu tout au long des années 2007 et 2008, enregistrant des évolutions positives, hors effets saisonniers, respectivement de 7,5% et 0,8%, en variations trimestrielles. Ce constat semble se confirmer au deuxième trimestre, leurs exportations auraient connu un raffermissement estimé à 2,4% et 20,6% respectivement. Globalement, les exportations retrouveraient un léger regain de dynamisme au deuxième trimestre, alimentées par une reprise des expéditions des produits bruts, des biens d'équipement et de consommation.

Se situant en dessous de leur niveau tendanciel, les importations ont nettement reflué au premier trimestre 2009, enregistrant une baisse de 21,9%, en variation trimestrielle. Ce reflux a concerné davantage les demi-produits, les produits énergétiques et les biens d'équipement, en réponse à la contraction de l'activité industrielle. Elles auraient affiché une certaine stabilité au deuxième trimestre, avec une légère reprise des importations hors énergie, en particulier celles des demi-produits et des produits alimentaires.

La baisse plus prononcée des importations par rapport aux exportations s'est traduite par une amélioration du taux de couverture de 4,7 points, pour se situer aux alentours de 42% au premier trimestre, soit un taux qui reste largement inférieur à la moyenne des cinq dernières années.

L'évolution conjoncturelle défavorable des transferts des MRE et des recettes touristiques, observée depuis le troisième trimestre 2008, ne permettrait pas d'atténuer l'impact du déficit commercial sur la balance courante, comme ce fut le cas pour les années antérieures. En effet, les recettes MRE et les recettes voyages ont affiché, à fin mai 2009, un recul respectif de 13,8% et 16,6%, en variations annuelles. S'agissant des recettes des investissements directs étrangers, elles ont enregistré un repli de 25% au terme de la même période. Ainsi, les avoirs extérieurs nets, chiffrés à 194,1 milliards de dirhams, en recul de 7,2% par rapport à fin mai 2008, permettent la couverture de près de sept mois d'importations de marchandises, contre huit mois un an auparavant.

Des évolutions contrastées des activités non-agricoles

Dans le sillage du recul de la demande étrangère, le ralentissement des activités marchandes hors agriculture, amorcé à l'été 2008, s'est poursuivi au premier trimestre 2009, mais à un rythme plus lent comparativement à fin 2008. Cette inflexion dans la phase descendante de leur fluctuation conjoncturelle masque des évolutions sectorielles assez contrastées. Alors que les activités centrées sur le marché intérieur enregistraient des signes de résistance face à un environnement économique peu porteur, le recul de la valeur ajoutée des branches tournées vers l'exportation maintient l'activité non-agricole, sur un rythme d'évolution largement en dessous de sa croissance tendancielle.

Recul modéré des activités tournées vers l'export

Confrontée à la contraction de la demande mondiale adressée tant aux minerais métalliques que non-métalliques et au repli persistant de leurs cours sur les marchés internationaux, la valeur ajoutée minière a chuté, au premier trimestre 2009, de 27,5%, en variation trimestrielle, après s'être déjà infléchie de 18,6%, un trimestre auparavant. Le mouvement de régression des exportations du secteur continue de s'amplifier au deuxième trimestre 2009, différenciant, ainsi, un rétablissement rapide des activités minières sur le très court terme. A fin mai 2009, le volume des expéditions du phosphate brut n'a pas dépassé 364 mille tonnes, soit le niveau le plus bas depuis plus de vingt ans.

Au niveau de l'industrie, la chute de la valeur ajoutée, enregistrée au quatrième trimestre 2008 (-4% en glissement annuel), s'est atténuée au début de cette année, pour atteindre -0,8%, au premier trimestre 2009. Le redressement des activités industrielles peine à se concrétiser, pâtissant de l'atonie des exportations des branches électroniques et chimiques. A l'inverse, les industries agroalimentaires s'inscrivent à contre-courant, profitant d'une demande locale relativement mieux orientée. En atteste, d'ailleurs, les déclarations des chefs d'entreprises concernant l'évolution future des ventes locales, qui se situent au dessus de leurs niveaux des deux derniers trimestres.

Affaissement du tourisme et du transport ...

Le secteur touristique tarderait, également, à retrouver une croissance positive au cours de 2009. Depuis le deuxième trimestre 2007, son activité est entrée dans une phase de ralentissement conjoncturel, dont l'ampleur s'est accentuée au premier trimestre 2009. Les nuitées enregistrées dans les hôtels classés et les recettes voyages ont affiché, à fin mai 2009, des régressions respectives de 3% et 16,6%, en variations annuelles. L'essentiel de ces contre-performances a été affiché au niveau des villes de Marrakech et d'Agadir.

Quant au secteur du transport, sa valeur ajoutée a reculé, au premier trimestre 2009, de 2,9%, en glissement trimestriel, après un ralentissement observé pendant toute l'année 2008. La plupart des indicateurs précurseurs de l'activité se sont repliés durant cette période. Les transports maritime et ferroviaire ont été affectés par la chute des exportations du phosphate et de ses dérivés, comme en atteste le recul des tonnages transportés par les deux voies (-5,9% et -26% respectivement en variations trimestrielles). Le transport aérien a, pour sa part, baissé de 4,2%, durant le même trimestre, pâtissant du tassement des activités touristiques.

...et résilience des autres secteurs

Bien que le contexte économique demeure peu propice à la relance des activités énergétiques, pénalisées par une demande intérieure peu dynamique, la production du secteur énergétique s'est particulièrement accélérée au premier trimestre 2009. Profitant d'un redressement des activités des centrales hydrauliques, la production d'électricité a progressé de 7%, en glissement trimestriel. A l'inverse, les activités de raffinage, dont l'évolution conjoncturelle se situe en dessous de son sentier tendanciel depuis plus de trois trimestres, a affiché un nouveau repli (-10,1%, en variation trimestrielle).

Après une dynamique de plus de huit trimestres, le secteur du BTP a glissé dans une phase de ralentissement conjoncturel, ramenant sa valeur ajoutée, au premier trimestre 2009, vers son sentier tendanciel. Cependant, les signes perceptibles actuellement ne militent pas pour une dégradation de son activité. Les chefs d'entreprises ont manifesté davantage d'optimisme, comme il ressort de la dernière enquête de conjoncture : le solde d'opinion sur l'évolution future de l'activité, au deuxième trimestre 2009, dépasse de 29 points, son niveau du quatrième trimestre 2008. L'amélioration de la valeur ajoutée du secteur, estimée au deuxième trimestre, à 1,6%, en variation trimestrielle, corrigée des effets saisonniers, pourrait, ainsi, se maintenir, en lien avec un accroissement de près de 5,3% des flux nets des crédits immobiliers.

L'activité dans les services, principalement marchands, a été plus dynamique qu'à fin 2008. Plus centrées sur le marché intérieur, les services rendus aux entreprises et aux particuliers ont conservé de l'allant, affichant une progression, en rythme trimestriel, de 4,8% de leur valeur ajoutée, au premier trimestre 2009. A l'inverse, les services financiers, se situant toujours au dessus de leur potentiel productif, ont affiché un certain relâchement au début de 2009.

Au total, et compte tenu d'une progression attendue de 26,6% de la

valeur ajoutée agricole, au deuxième trimestre 2009, la croissance annuelle du PIB se serait établie à 4,6% au deuxième trimestre 2009, contre 3,7% un trimestre plus tôt. Ce léger regain d'activité se serait réalisé dans un contexte marqué par une poursuite du ralentissement des principaux canaux de financement de l'économie. C'est ainsi, qu'au deuxième trimestre 2009, le rythme d'évolution annuelle des concours à l'économie aurait ralenti, atteignant 14,8%, contre 19% un trimestre plus tôt. Au troisième trimestre 2009, la croissance économique s'accélérerait légèrement, pour se situer aux environs de 5,3%, grâce à une contribution soutenue de l'agriculture, mais profitant, également, d'un effet d'ajustement mécanique de la base.

Essoufflement de la demande intérieure en 2009

La demande intérieure aurait continué de soutenir la croissance nationale, au premier semestre 2009. Toutefois, elle se situe à un niveau relativement en dessous des performances réalisées ces dernières années. L'investissement des entreprises a ralenti par rapport à l'année précédente. Les entreprises se trouvent confrontées à des perspectives de demande faibles et une importante sous-utilisation des capacités productives. Le taux des capacités de production industrielle non-utilisées a crû, au premier trimestre 2009, de 5,2 points, en glissement annuel, dépassant de 3,7 points sa moyenne de longue période. Les importations des biens d'équipement industriel ont fléchi de 1,2%, en variation annuelle, à fin mai 2009, contre une hausse de 21,9% un an auparavant.

Les dépenses de consommation auraient, également, progressé à un rythme inférieur à celui de l'année précédente. Le pouvoir d'achat des ménages a été, en effet, tempéré par le ralentissement des revenus salariaux, suite à la réduction des créations d'emplois rémunérés. Ce sont particulièrement les secteurs de l'industrie et de l'artisanat, où une perte de près de 60 000 emplois, au premier trimestre 2009, a été relevée, qui ont le plus contribué à ce ralentissement. Par contre, les emplois créés par les branches des services et du BTP ont affiché une amélioration de 5,9%, en variation annuelle, au cours de la même période. Par ailleurs, les dépenses de consommation ont pâti de la baisse des revenus extérieurs, notamment ceux transférés par les MRE, et du repli de 1,5% des flux nets des crédits à la consommation.

Apaisement des tensions inflationnistes

L'inflation a affiché une inflexion de son rythme d'évolution depuis le début de l'année 2009. La diffusion progressive des réductions des prix de certains produits importés continue d'exercer des pressions à la baisse. L'augmentation des prix de détail à la

consommation est passée de 3,8%, en variation annuelle, au premier trimestre 2009, à 1,1% au deuxième trimestre. Cette régression traduit l'effet conjugué de la poursuite du recul des prix des produits hors frais et de la décélération de ceux des produits frais, après avoir fortement augmenté au premier trimestre. L'inflation sous-jacente, quant à elle, poursuit sa tendance baissière, affichant une quasi-stagnation au deuxième trimestre, suite principalement au reflux des prix des produits alimentaires importés.

Net recul des recettes budgétaires au début 2009

Après deux années successives de bon comportement budgétaire et de la bonne tenue des recettes, le budget 2009 semble être affecté, conjoncturellement, par les effets de la crise internationale et ses retombées sur l'économie nationale. Les recettes ont marqué un retournement à la baisse, en reculant de 12,3% à fin avril 2009. Les recettes fiscales et non-fiscales ont sensiblement contribué à cette évolution. Les recettes fiscales ont diminué de 12,4% en glissement annuel. Cette baisse a concerné l'ensemble des impôts et taxes agrégés.

Affecté par la chute des recettes et la hausse des charges globales de 1%, le solde budgétaire a fortement baissé (-70,9%), en comparaison à la même période du budget 2008, mais demeure excédentaire. Cet excédent reste éphémère et ne cesse de se rétrécir au fil des mois. Il est probable que ce solde positif se transforme rapidement en déficit, en l'absence des stimulants pour les recettes budgétaires. Toutefois, le taux du déficit serait contenu à moins de 3% du PIB, à la fin 2009.

Ralentissement conjoncturel de la masse monétaire et du crédit bancaire

Le rythme de financement de l'économie n'a cessé de baisser, à partir du troisième trimestre 2008. La croissance monétaire poursuit sa décélération. L'évolution conjoncturelle de la masse monétaire a évolué au rythme de sa tendance de long terme, au premier trimestre 2009, tirée par la baisse des créances sur l'Etat et des avoirs extérieurs nets. La décélération du financement monétaire s'est accompagnée d'un retournement à la baisse du niveau global des taux d'intérêt à la même période.

La masse monétaire a crû de 1,2%, au lieu d'une croissance de 2% au quatrième trimestre 2008. Les concours à l'économie ont sensiblement ralenti, renseignant sur un probable retournement conjoncturel, après une phase de forte croissance entamée à la deuxième moitié de l'année 2006. L'encours a évolué de 2,1% seulement au

premier trimestre 2009, pénalisé, essentiellement, par le ralentissement conjoncturel des crédits de trésorerie des entreprises et de l'immobilier.

**Une légère reprise
du marché boursier
sans orientation claire**

La phase baissière, amorcée depuis mars 2008, s'est bien installée à la place financière de Casablanca. Celle-ci est arrivée à effacer les pertes du premier trimestre 2009, sans pour autant induire une inflexion à la reprise et sans convaincre les investisseurs à intervenir davantage sur le marché. Au deuxième trimestre 2009, les indicateurs de la bourse ont enregistré des variations positives. Les indices MASI et MADEX se sont accrus de 11,4% et 11,7%, ramenant la performance depuis le début de l'année à 5,5% et 5,1% respectivement. Cette évolution s'est accompagnée d'un repli net du volume des échanges, à la même période, à la suite du manque de visibilité quant aux perspectives à court et moyen termes.

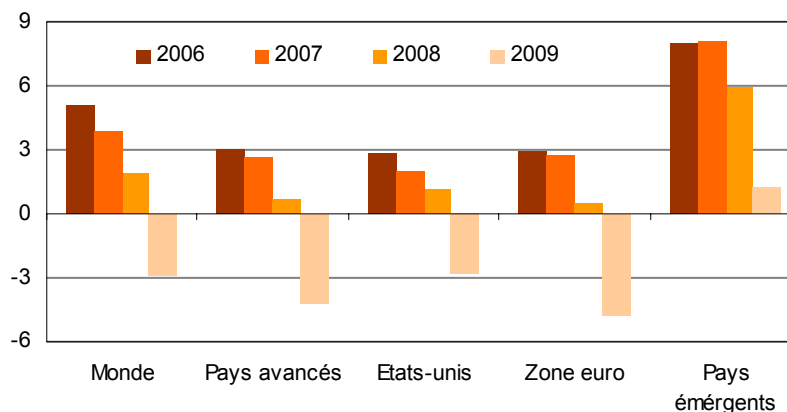
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

La phase de contraction de l'activité de la plupart des pays avancés semble bientôt toucher à sa fin, après le mouvement de repli qui s'est propagé au niveau mondial, du fait des interactions commerciales et financières.

La reprise sera sans doute faible et fragile pendant un certain temps et les conséquences économiques et sociales seront durables. Toutefois, cette reprise ne serait pas simultanée dans tous les pays et son ampleur dépendra de la capacité de réaction des économies aux plans de relance consentis par leurs gouvernements.

Dans l'ensemble, l'économie mondiale enregistrerait une contraction de 2,9% en 2009. Le retour à des taux de croissance positifs n'est envisageable qu'à partir de l'année prochaine.

Evolution du PIB dans le monde (GA en %)



Source : Banque Mondiale, OCDE, juin 2009

Une modération qui s'amorce, après plusieurs trimestres de baisse continue

Après une baisse d'activité, déjà forte fin 2008 et encore accentuée au premier trimestre 2009 dans la plupart des pays avancés, des signaux positifs sur la conjoncture apparaissent à partir du deuxième trimestre 2009¹, en raison de la montée en puissance des plans de relance soutenant l'investissement et la consommation, ainsi qu'une certaine détente au niveau des marchés financiers mondiaux.

En effet, les pays avancés ont enregistré une modération de la baisse de l'activité à partir du deuxième trimestre (-0,8%, contre -2,1% enregistrée un trimestre auparavant).

Toutefois, les entreprises restent confrontées à des perspectives d'activité très dégradées, des surcapacités de production élevées et des conditions de financement toujours difficiles, réduisant, ainsi, leurs investissements et leurs effectifs, et ajustant leurs stocks. La dégradation de l'investissement² a atteint -7,6% au cours du premier trimestre, en glissement trimestriel, et aurait été de -5,6% au deuxième trimestre.

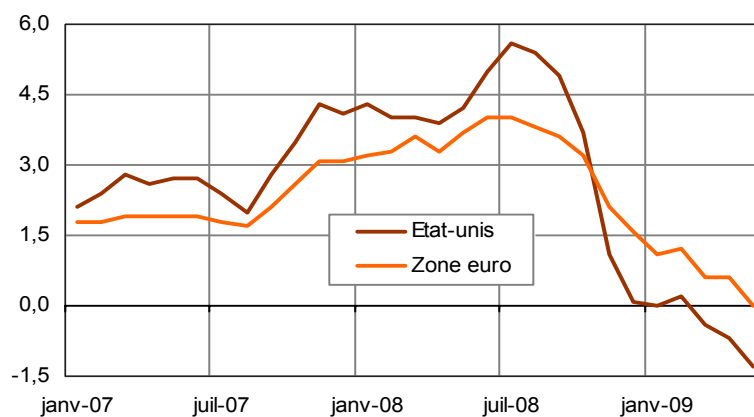
La détérioration du marché de travail³ a, par ailleurs, incité les ménages à réduire leurs dépenses. Toutefois, le gain de pouvoir d'achat résultant de la faiblesse de l'inflation et des effets de mesures de relance aurait soutenu la consommation, en particulier aux Etats-Unis, où cette dernière aurait enregistré des évolutions trimestrielles positives au début de l'année en cours⁴.

Le commerce mondial de biens et services, pour sa part, a enregistré un repli de plus de 9% au cours du premier trimestre 2009. Ceci a engendré une contraction des débouchés à l'exportation pour les pays exportateurs, essentiellement les pays émergents du sud asiatique, dont l'activité a continué de fléchir au début de l'année. L'intensité du repli du commerce mondial se serait atténuée à partir du deuxième trimestre (-2,4% en rythme trimestriel), dans le sillage de la modération de la baisse de l'activité mondiale.

Les tensions inflationnistes mondiales ont continué à s'apaiser, atteignant même des taux négatifs dans plusieurs économies avancées (-1,3% aux Etats-Unis au mois de mai), sous l'impact de la faiblesse de la demande adressée aux entreprises, l'augmentation des capacités inutilisées et la baisse des prix des matières premières⁵. La baisse des prix aurait, également, concerné les taux d'inflation sous-jacente qui ont continué à diminuer, tout en restant à des niveaux positifs (+1,8% en avril pour la zone euro).

Evolution de l'inflation

(GA en %)



Source : Eurostat, Bureau of Labor Statistics (BLS).

Une contraction qui s'atténuerait progressivement vers la fin de 2009

Le PIB des pays avancés continuerait à se contracter, au cours du second semestre 2009, mais à un rythme plus modéré (-0,5%). Les risques pesant sur leur activité deviendraient légèrement plus équilibrés et l'aversion au risque diminuerait lentement sur les marchés financiers internationaux. Une reprise de l'activité est envisageable à l'horizon de l'année prochaine.

La demande des ménages ne progresserait que modérément et resterait pénalisée par la hausse du taux de chômage et le ralentissement prononcé des salaires. L'effet positif d'une inflation faible et des mesures de relance gouvernemental est encore limité.

Les réductions d'investissement pourraient se modérer d'ici la fin de l'année, avec l'amélioration, peu à peu, des perspectives de débou-

Indicateurs de conjoncture internationale

(en %)

	Variations trimestrielles				Variations annuelles		
	2008		2009		2007	2008	2009
	III	IV	I	II			
Etats-Unis							
PIB	-0,1	-1,6	-1,5	-0,7	2,0	1,1	-2,8
Consommation des ménages	-1,0	-1,1	0,4	0,4	2,8	0,2	-1,0
Exportations	0,7	-6,5	-8,1	-2,0	8,4	6,2	-13,8
Importations	-0,9	-4,7	-9,9	-1,1	2,2	-3,5	-15,7
Inflation	5,3	1,6	-0,1	-1,0	2,9	3,3	0,2
Zone euro							
PIB	-0,4	-1,8	-2,5	-1,1	2,7	0,5	-4,8
Consommation des ménages	0,1	-0,4	-0,4	-0,6	1,5	0,3	-1,3
Exportations	-0,5	-7,3	-8,0	-4,2	5,8	0,9	-17,5
Importations	1,1	-5,1	-7,1	-4,0	5,2	0,9	-14,8
Inflation	3,8	2,3	1,0	0,2	2,1	3,3	0,5
PIB mondial	—	—	—	—	3,8	1,9	-2,9
Commerce mondial	0,4	-7,3	-9,2	-2,4	7,5	3,7	-9,7
Euro / Dollar ¹	1,50	1,33	1,31	1,34	1,37	1,47	1,34
Prix du Brent (\$/baril) ¹	106	59,8	49,2	55,7	72,5	97,2	55,1

1: Moyenne annuelle ou trimestrielle.

Source: OCDE, Banque Mondiale et INSEE, juin 2009.

chés, notamment grâce au soutien des plans de relance nationaux⁶.

La baisse du commerce mondial se modérerait par suite, particulièrement, de la légère progression des exportations des pays du sud-est asiatique, en particulier de la Chine, dont l'économie commence à profiter des effets positifs de son plan de relance économique. Sur l'ensemble de l'année 2009, les échanges mondiaux pourraient reculer de 9,7%.

Le recul de l'activité continuerait à freiner les prix à la consommation. Il pèserait, également, sur les prix du pétrole, qui malgré leur forte hausse depuis le début d'avril, reviendraient à des niveaux modérés (aux alentours de 60\$/baril) d'ici la fin de l'année. L'inflation des pays avancés s'établirait à 0,5% pour 2009, celle des Etats-Unis et de la zone euro atteindrait 0,3% respectivement.

Des perspectives entachées de l'incertitude qui sévit au niveau international

L'éventuelle modération de la morosité de l'activité au niveau international, au second semestre 2009, serait bénéfique à l'économie marocaine. Celle-ci pourrait profiter de la baisse moins prononcée du commerce mondial. Le recul de la demande étrangère adressée au Maroc serait moins marqué qu'au début de l'année. Les transferts des marocains résidents à l'étranger resteraient pénalisés par la hausse des taux de chômage qui sévit en Europe. Dans le sillage de la crise que connaît le tourisme international (une baisse de 2 à 3% pour l'année 2009), les secteurs touristique et de transport aérien pourraient continuer à subir le contrecoup de la baisse des afflux des touristes étrangers.

Notes:

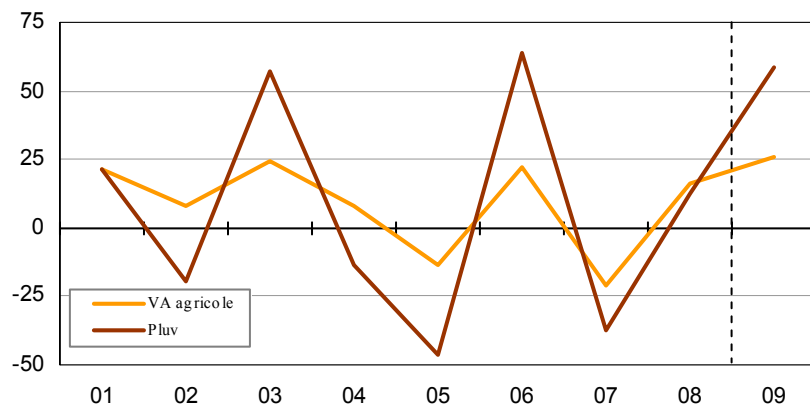
1. Des signaux perceptibles, principalement, aux Etats-Unis, avec des hausses de ventes des maisons neuves, des croissances positives mensuelles des ventes de véhicule, une baisse des primes de risque sur le marché boursier et une amélioration des indicateurs de confiance des ménages et des entreprises.
2. Cette dégradation a atteint son maximum aux Etats-Unis avec -11% au premier trimestre 2009 et -8% au cours du deuxième trimestre. En zone euro, la baisse était respectivement de 4,1% et 3%.
3. Les destructions massives d'emplois ont continué d'alimenter les taux de chômage qui ont atteint des niveaux records au niveau des pays avancés (8,9% aux Etats-Unis au mois d'avril et 9,2% en zone euro).
4. 11 milliards de dollars des crédits d'impôts ont été distribués aux ménages américains dans le cadre du plan de relance du gouvernement fédéral.
5. Malgré la hausse récente des cours du pétrole, leur baisse au niveau annuel reste sensible.
6. La plupart des pays ont mis en place des abattements fiscaux pour soutenir les dépenses d'investissement des entreprises, en plus des mesures afin d'alléger leurs coûts et réduire le nombre de faillites et de licenciements.

EVOLUTIONS SECTORIELLES

AGRICULTURE : le dynamisme de l'activité se poursuit

L'année 2009 marque une accélération dans la phase d'expansion des activités agricoles, amorcée il y a deux ans. Avec une évolution de 26,6% au premier trimestre 2009, la croissance de la valeur ajoutée est en hausse de 10 points par rapport à celle enregistrée au cours de la même période de 2008. Cette tendance devrait globalement se poursuivre au même rythme tout au long de 2009. A l'origine de cette performance, un excédent pluviométrique en hausse de 44% par rapport à une année normale. Il est vrai que des avancées considérables ont été réalisées au niveau du développement des zones irriguées (15% de la superficie cultivée), afin de réduire la vulnérabilité du secteur face aux chocs climatiques. Toutefois, la sensibilité de la production par rapport au cycle pluviométrique reste élevée, conséquence directe du poids encore déterminant des cultures céréalières et des légumineuses, pratiquées dans les zones bour.

Valeur ajoutée agricole et pluviométrie (volume, prix chaînés, GA en %)



Source : CN, prévisions INAC-HCP pour VA (au-delà des pointillés).

En 2009, la production des trois principales céréales, en hausse de 99%, en variation annuelle, a avoisiné les 102 millions qx. Près de la moitié de ce volume a été réalisé au niveau de trois des onze régions agricoles (Marrakech-Tensif-Al Haouz, Doukkala-Abda et Chaouia-Ourdigha). Ce relèvement a été accompagné par une augmentation moins importante de la production des légumineuses, notamment celles des lentilles et des haricots. Les cultures maraîchères, moins dépendantes des fluctuations climatiques, auraient évolué à un rythme dépassant légèrement la croissance moyenne des cinq dernières années. A l'inverse, la production des agrumes, pénalisée par les inondations de fin janvier et début février accompa-

gnées des vents forts, aurait fortement décéléré.

En dépit du rebond de la production agricole, les exportations du secteur ont évolué selon un profil heurté, dont les mouvements sont plus marqués par ceux de la demande européenne. C'est ainsi qu'au quatrième trimestre 2008, première phase de la campagne agricole, le volume des exportations des agrumes et des primeurs a progressé de 1,7% et 72,8% respectivement, en variations annuelles. Ce mouvement s'est brutalement inversé au premier trimestre 2009, où ont été enregistrées des réductions respectives de 26% et 46%, en variations annuelles. Au-delà des effets liés à la décélération de la demande européenne, en ligne avec le ralentissement du pouvoir d'achat des ménages, les exportations ont pâti des fluctuations du taux de change, notamment au niveau des marchés russe et américain.

Exportations agricoles

Produits	<i>(en mt, GA en %)</i>			
	II-2008	III-2008	IV-2008	I-2009
Agrumes	10,8	266,1	1,7	-35,7
Primeurs	47,8	178,8	72,8	-68,9

Source : OC, calculs INAC-HCP.

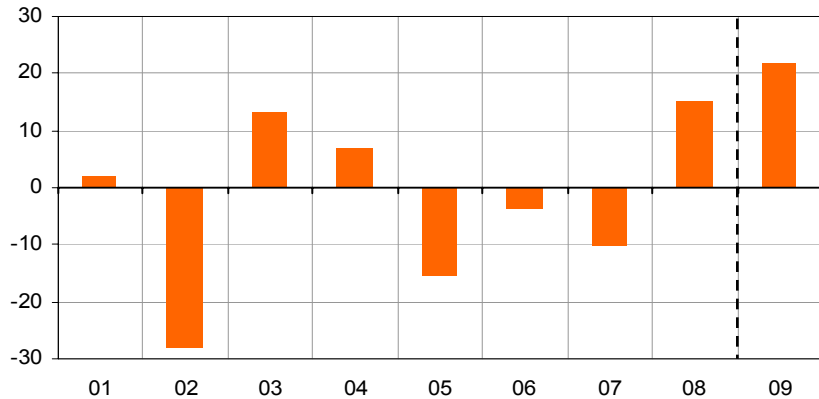
Les importations agricoles se sont également infléchies au début de 2009. Constituée à hauteur de 74% de produits céréaliers, leur volume a amorcé un mouvement sensible de baisse depuis le début de l'année (-11%, en variation annuelle, au terme des cinq premiers mois de 2009). Il pourrait davantage s'infléchir au cours de la deuxième moitié de 2009, subissant le contrecoup de l'amélioration de la production locale et du relèvement des droits de douane à l'importation: les tarifs de blé tendre sont fixés à 135%, entre juin et décembre 2009, contre 50% auparavant, et ceux du blé dur ont été augmentés de 170%, durant les mois de juin et juillet 2009.

Au Maroc, comme ailleurs, les perspectives actuelles de la demande et des prix agricoles laissent présager un redressement des investissements agricoles. En 2008, la facture alimentaire nationale a totalisé 31,8 milliards de dhs, soit une hausse de 19,2% par rapport à l'année 2007. Cette accélération traduit une amélioration de la demande intérieure mais, également, un renchérissement de plus de 20% des prix à l'importation des produits agricoles. Au premier trimestre 2009, les cours de céréales ont certes reflué, mais amor-

çaient un nouveau retournement à la hausse à fin avril, impulsés par les perspectives d'une éventuelle baisse des stocks mondiaux. C'est dans ce contexte que s'inscrit une hausse prévisible de 21,8% de la formation brute de capital fixe relative au secteur agricole, après s'être déjà affermie de 15,1% en 2008.

FBCF agricole

(volume, prix chaînés,
GA en %)



Source : CN, prévisions HCP
(au delà des pointillés).

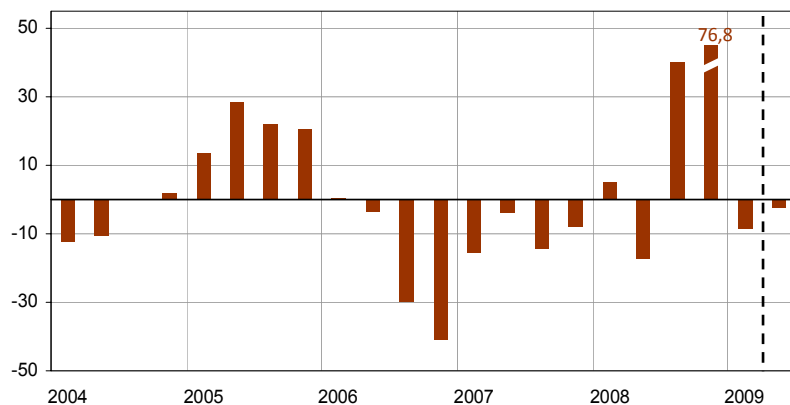
Pêche : une conjoncture peu favorable

Au deuxième trimestre 2009, la valeur ajoutée de la pêche aurait fléchi de 2,5%, en glissement annuel, après avoir baissé de 8,7%.

Cette évolution est attribuable à la réduction des débarquements côtiers. Depuis le troisième trimestre 2008, la production de la pêche côtière a amorcé une tendance baissière. Au premier trimestre 2009, elle a enregistré une chute de 14,2%, en glissement annuel, consécutivement à la baisse des débarquements des poissons pélagiques. Ce sont la sardine et le sabre qui ont le plus contribué à cette baisse. Ils se sont contractés de 28% et 15%, respectivement, en glissement annuel. Quant aux poissons benthiques, se situant en phase conjoncturelle ascendante depuis le troisième trimestre de 2008, leur production a rebondi de 28% durant la même période.

Valeur ajoutée de la pêche

(volume, prix chaînés,
GA en %)



Source : CN, prévisions INAC-HCP, (au delà des pointillés).

La production de la pêche côtière a été davantage destinée, au premier trimestre, à la consommation, qui s'accapare 56% du total, contre 38,6% au cours de la même période de 2008. Par contre, les industries de transformation, avec une part de 41%, ont vu leurs achats s'infléchir de 39% en comparaison avec la même période de 2008. Leur activité a été tempérée par un recul de 20,6% de leurs ventes à l'extérieur.

Le même profil a été relevé au niveau des exportations des poissons frais qui, sous l'effet du tassement de la demande étrangère, se sont repliées de 9,4%. Depuis le début de 2009, le volume des exportations de la pêche, corrigé des variations saisonnières, a atteint le niveau le plus bas depuis le troisième trimestre 2005, soit un repli de 18,8%, en glissement annuel, au premier trimestre. Cette régression attribuable, essentiellement, à la chute des ventes des crustacés, mollusques et coquillages (20% en glissement annuel), s'est opérée alors que le prix moyen de la tonne exportée a atteint 30 mille dirhams, soit un recul de 12% par rapport à la même période. Ce constat est confirmé par les professionnels du secteur, estimant un repli des prix à l'exportation de certaines espèces comme le poulpe et le calamar, dont les prix ont diminué de 45% et 55% respectivement.

Exportations du secteur de la pêche

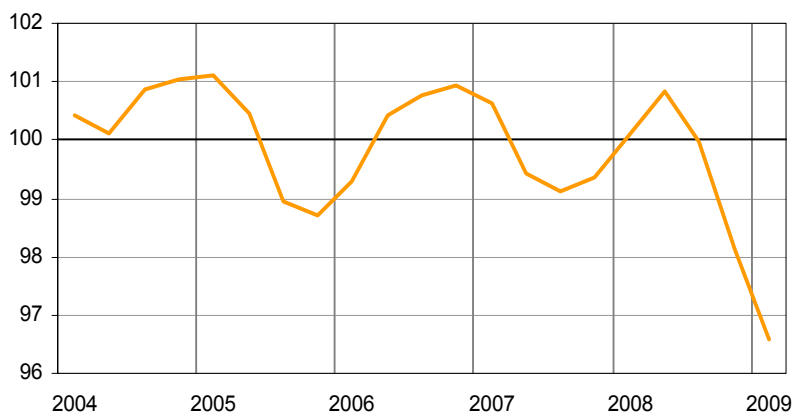
Rubriques	(Cvs, GA en %)				
	II-2008	III-2008	IV-2008	I-2009	II-2009
Exportations de poissons	3,0	6,2	4,0	-18,8	-1,5
<i>Dont:</i>					
Poissons en conserve	18,3	32,5	-20,4	-20,6	16,6
Crustacés, mollusques et coquillages	4,7	-11,5	10,1	-20,0	-1,8
Poissons frais	-8,9	-3,8	30,1	-9,35	10,7

Source : OC, calculs INAC-HCP.

Mines : renforcement de la baisse des activités minières

La situation conjoncturelle des activités minières, fortement défavorable à fin 2008, s'est davantage dégradée au premier trimestre 2009, comme en témoigne les résultats de l'enquête de conjoncture: le solde des opinions des chefs d'entreprises minières, sur l'évolution de leur production, est en dessous de près de 18 points par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2008. Ce marasme tient particulièrement au fléchissement de la demande adressée tant aux minerais métalliques que non-métalliques. Les effets décalés de la bonne récolte agricole mondiale 2007/08 et l'escalade des prix des fertilisants, dans le sillage de la flambée des cours des produits

Indicateur synthétique de la conjoncture minière



Source : DS, élaboration INAC-HCP.

agricoles, ont eu des impacts défavorables sur les échanges internationaux des produits phosphatés.

Le retournement à la baisse des prix des fertilisants, opéré en octobre 2008 et poursuivi au cours des huit mois suivants, n'a pas suffi à redynamiser la demande, dont le rythme aurait continué son mouvement régressif, pour clôturer l'année à -7,3% environ, en comparaison à 2008. En outre, la mise en place de nouvelles capacités de production en Asie de l'Est et en Amérique latine (+15% au terme de 2009) a permis de maintenir un excédent d'offre sur le marché international des engrais. Dans un tel environnement, les exportations nationales de phosphate brut se sont inclinées de 51%, au premier trimestre 2009, en variation trimestrielle, après s'être déjà infléchies de 43% un trimestre auparavant. Ce sont particulièrement les achats en provenance des pays de l'Amérique du Nord et de la Zone euro qui se sont le plus contractés. A cet effondrement des ventes extérieures du phosphate brut, s'est conjuguée une réduction des expéditions destinées aux industries locales de transformation. Celles-ci ont pâti du recul de leurs exportations d'acide phosphorique (-22%, au premier trimestre 2009, en variation trimestrielle).

Activité phosphatière

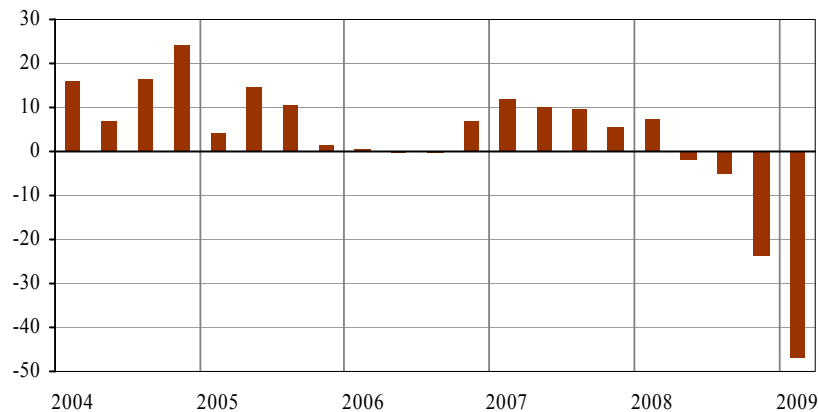
(en mt, CVS, GT en %)

Rubriques	II-2008	III-2008	IV-2008	I-2009
Production de phosphate brut	-1,0	1,4	-31,4	-56,5
Exportations	2,9	-4,3	-43,4	-50,6
Ventes locales	4,3	4,2	-66,8	0,6

Source: OCP, calculs INAC-HCP.

La baisse de régime de l'activité phosphatière et les faibles performances des autres minerais se sont traduites par une chute d'environ 46% de la valeur ajoutée minière, en variation annuelle, soustrayant ainsi près d'un point à la croissance économique globale : hors activité minière, le produit intérieur brut aurait augmenté de 4,6%, au premier trimestre 2009, au lieu de 3,7%. Bien qu'à des phases différentes de leurs fluctuations, l'activité économique globale et celle des mines ont été peu synchrones, le premier trimestre 2009 marque un rapprochement de leurs profils. Cette tendance s'explique par la vulnérabilité de l'économie nationale face à la récession minière, d'autant plus que cette dernière s'est accompagnée par un ralentissement conjoncturel des autres secteurs tournés vers l'export.

Valeur ajoutée minière
(volume, prix chaînés,
GA en %)



Source : CN, calculs INAC-HCP.

Au deuxième trimestre 2009, le redressement des activités minières tarde encore à se réaliser, face à la poursuite du recul des exportations (-35%, au mois de mai 2009, en glissement mensuel corrigé des effets de la saisonnalité). Les récents soubresauts des prix des produits agricoles maintiennent un climat d'attente concernant une utilisation plus renforcée des fertilisants, en dépit des perspectives d'un fléchissement de plus de 3% de la récolte céréalière mondiale. L'on prévoit, ainsi, et compte tenu d'une évolution tendancielle de la production des minerais-métalliques, une chute respective de la valeur ajoutée minière d'environ 41% et 34%, aux deuxième et troisième trimestres de 2009, en comparaison avec la même période de 2008. Ces estimations auraient été confirmées par le décalage conjoncturel assez important entre la production et sa tendance de long terme, excluant les chances d'un redressement rapide de l'activité au cours de 2009. Il faudrait, cependant, noter que certains aléas pourraient affecter ces prévisions, dont, notamment, le retournement à la hausse des prix des produits agricoles, en réponse à

une nouvelle dynamique de leur usage en terme de fabrication des biocarburants, si l'augmentation des prix des produits énergétiques se poursuit. Dans ces conditions, une amélioration de la conjoncture minière, qui était prévue en 2010, pourrait s'opérer plus tôt que prévu, mais sans pour autant favoriser une croissance de l'activité au-delà de son rythme tendanciel.

ENERGIE : une relance retrouvée mais encore fragile

L'activité énergétique a été plus dynamique au premier trimestre 2009, que l'on jugeait un trimestre plus tôt. Alors que l'on s'attendait à une décélération de son rythme de croissance, en ligne avec le ralentissement prolongé des activités non-agricoles, la valeur ajoutée du secteur s'est affermie de 1,7%, en variation trimestrielle, en hausse de 1,3 point par rapport au trimestre précédent. Cette relance reste, cependant, fragile, au regard de ses sources d'impulsions.

Le redressement de la valeur ajoutée énergétique tient principalement à l'amélioration des activités électriques (+7,4%, au premier trimestre 2009, en variation trimestrielle), grâce notamment à une hausse de plus du triple de la production des centrales hydrauliques. Cet affermissement, affecté par la réduction des activités de ces centrales une fois passés les effets de l'excédent pluviométrique ayant marqué ce début d'année, serait nettement affaibli au cours des prochains trimestres. Le profil de la production d'électricité serait de nouveau imprimé par l'évolution des activités des unités thermiques, dont les fluctuations se situent, depuis juillet 2008, en dessous de leurs niveaux tendanciels. Les centrales concessionnelles, avec une régression de 10,7%, en variation trimestrielle, au premier trimestre 2009, verraient leur production décélérer progressivement au fil de l'année, compte-tenu des nouvelles augmentations des prix du charbon (+17%, entre mars et juin 2009).

Activité énergétique

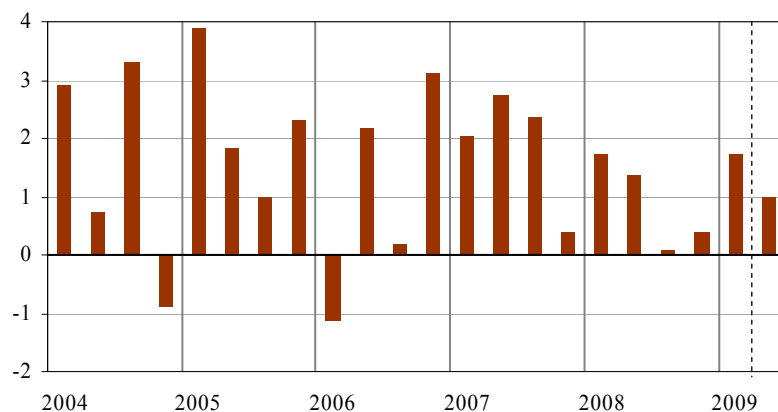
Rubriques	<i>(cvs, GT en %)</i>			
	II-2008	III-2008	IV-2008	I-2009
Production d'électricité	0,6	-3,2	1,9	7,4
Importation d'électricité	34,2	28,6	-40,0	-5,4
Production du pétrole raffiné	-22,8	-6,1	7,1	-10,1
Livraisons des raffinerais	-7,3	0,4	-8,5	9,4

Source : Département de l'Energie, calculs INAC-HCP.

Les autres centrales thermiques, à base de carburants, tarderaient également à sortir de leur phase de ralentissement conjoncturel, amorcée en mars 2008. Leur activité semble s'ajuster aux fluctuations de la production locale de pétrole raffiné, en nette décélération depuis près d'un an. Au premier trimestre 2009, la production des raffineries s'est inclinée de 10,1%, en variation trimestrielle, parallèlement à une réduction de 55% du volume des importations du gasoil et du fuel. Ce marasme tient au relâchement de la demande intérieure, comme en témoigne les résultats de l'enquête de conjoncture: le solde d'opinion sur l'évolution des ventes locales, corrigé des effets de la saison, est en dessous de 5 points de son niveau de fin 2008. Au deuxième trimestre 2009, la situation conjoncturelle des raffineries pourrait s'améliorer légèrement, avec le démarrage de la production locale du gasoil 50 ppm. L'on prévoit, dans ces conditions, une hausse de 24% de la valeur ajoutée de raffinage, en variation trimestrielle, au deuxième trimestre 2009. Ce redressement doit être, cependant, nuancé eu égard à l'effet important d'ajustement mécanique de la base au cours de ce trimestre.

Globalement, les estimations laissent espérer des hausses trimestrielles respectives de 1% et de 0,5% de la valeur ajoutée énergétique, aux deuxième et troisième trimestres 2009. Les principaux aléas susceptibles d'affecter ces prévisions sont liés au profil de la demande intérieure. Une amélioration plus précoce de son rythme de croissance pourrait entraîner une accélération de la production des raffineries. A l'inverse, l'amplification de l'augmentation des prix des matières premières énergétiques, notamment ceux du charbon et du pétrole brut, est de nature à maintenir l'évolution du secteur en dessous de son potentiel productif et induire un relâchement de son activité.

**Valeur ajoutée
énergétique**
(volume, prix chaînés,
GT en %)



Source : CN, prévisions INAC-HCP (au-delà des pointillés).

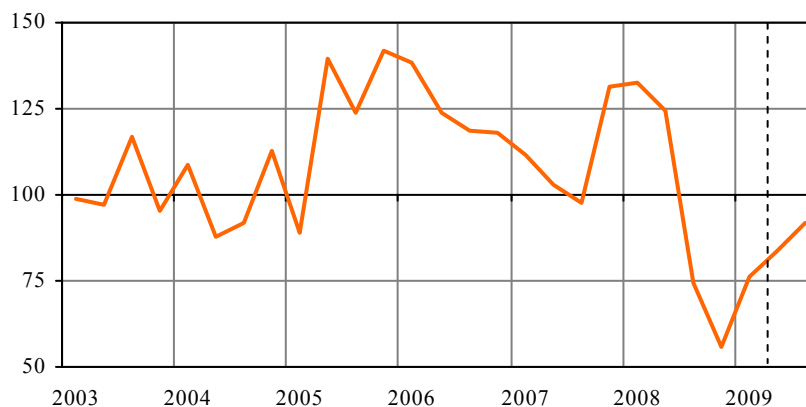
INDUSTRIE : Un début d'année 2009 relativement morose

Pâtissant d'un tassement de la demande extérieure adressée au Maroc, l'activité industrielle a évolué au ralenti, durant le premier trimestre 2009. Après une baisse brutale observée au trimestre précédent, l'indicateur du climat des affaires industrielles, calculé par l'INAC, s'est amélioré d'environ 20 points par rapport au trimestre précédent, marquant un début de retournement à la hausse tout en restant en dessous de sa tendance de moyen terme.

Les opérateurs industriels, n'ayant pas une nette visibilité sur leurs commandes, ont fait preuve d'une grande prudence en matière d'acquisition des matières premières et de recrutement du personnel. Les effectifs employés se sont infléchis d'environ 4,5%, en glissement annuel. Le ralentissement de la demande en intrants a été confirmé par la baisse de 24% des importations des demi-produits (composants électroniques, produits chimiques, fer et acier, matières plastiques...) et la chute de 42,5% de celles des produits bruts (soufre brut, bois bruts, etc.). En revanche, les conditions d'approvisionnement se sont légèrement améliorées et la hausse des coûts de production, observée l'année précédente, s'est globalement atténuée. Les prix à la production industrielle ont crû, au premier trimestre, de 1,7%, contre 13,5%, durant toute l'année 2008, et les prix de vente ont subi une baisse pour le deuxième trimestre successif.

La situation de la trésorerie des entreprises s'est détériorée consécutivement à la baisse des ventes, notamment extérieures. Les exportations des biens d'équipement se sont contractées de 25,8% et celles des biens de consommation ont fléchi de 10,1%, en variations annuelles. Le secteur a, ainsi, connu des stocks de produits fabriqués supérieurs à la normale et une sous-utilisation des capacités de production. Globalement, les capacités non-utilisées se sont situées, pour le deuxième trimestre successif, à 26,5% réalisant une

Indicateur du climat des affaires industrielles



Source : DS, élaboration INAC- HCP (prévisions au-delà des pointillés).

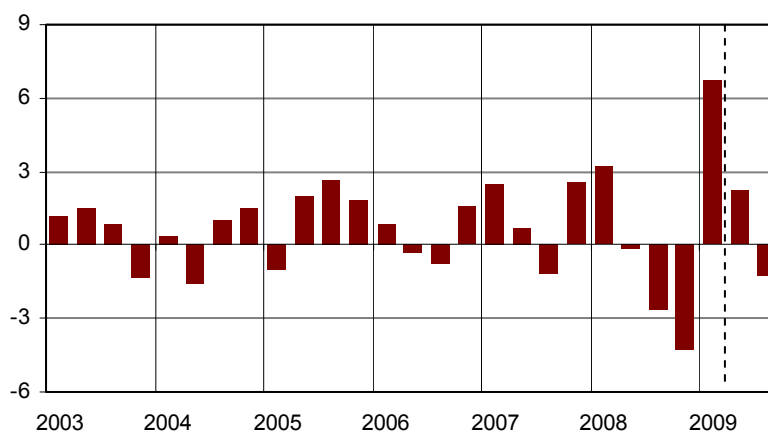
hausse de 4,6 points par rapport à la même période de l'année précédente.

Dans l'ensemble, la valeur ajoutée industrielle s'est améliorée par rapport au quatrième trimestre, mais s'est replié de 0,8% en variation annuelle, contribuant pour -0,1 point à l'évolution du PIB, contre 0,7 point, une année plus tôt. Cette contre-performance a été pilotée par le repli des activités de la chimie et parachimie, du textile et du cuir. Confrontées aux difficultés d'exportations sur le marché européen, la valeur ajoutée du textile et du cuir a connu une baisse de 3,9%, en glissement annuel, contribuant pour -0,8 point à la baisse de la valeur ajoutée industrielle. Les industries de la confection, notamment qui travaillent avec le marché anglais, ont pâti d'une nette régression des commandes et des effets d'une dépréciation de la livre sterling face à l'euro. Les exportations des vêtements confectionnés et d'articles de bonneterie ont reculé, respectivement, de 11,2% et 5,6% par rapport au premier trimestre 2008. Les industries du cuir et de la chaussure ont souffert, quant à eux, d'un renchérissement des coûts des intrants. Les prix à la production y afférents ont augmenté de 7,6%, en glissement annuel. Les expéditions de chaussures ont fléchi de 2,9%.

Les industries de la chimie et de la parachimie, quant à elles, pâtissent toujours du repli des commandes étrangères adressées surtout aux industries de transformation des phosphates. Les prix à la production des industries chimiques n'ont crû que de 1,1%, contre 45,9% une année plus tôt. L'activité des autres branches, particulièrement les produits pharmaceutiques et agrochimiques, est restée favorablement orientée. Dans l'ensemble, la valeur ajoutée de la chimie et de la parachimie a fléchi de 1,8%, contribuant pour -0,2 point à l'évolution de la valeur ajoutée industrielle.

Valeur ajoutée industrielle

(volume, prix chaînés,
GT en %)



Source : CN, prévisions INAC-HCP (au delà des pointillés).

Après avoir légèrement ralenti au quatrième trimestre 2008, les industries agroalimentaires ont légèrement repris (1,8%), au début de cette année, profitant d'un retournement à la hausse de la production des conserves de poissons et d'une progression des industries des pâtes et de tabacs manufacturés. La mise en conserves de fruits et de légumes a, par contre, pâti d'une insuffisance des approvisionnements en matière premières agricoles et d'une hausse de 3,1% des prix à la production. Les exportations de conserves des légumes ont reculé de 8,6%, en glissement annuel.

La valeur ajoutée des IMME a quasiment stagné (0,2%), au premier trimestre, après une contraction de 13,1%, au trimestre précédent. Cette stagnation est attribuable, essentiellement, au relâchement de la production des biens d'équipement, d'appareils domestiques, des produits de l'automobile et du matériel de transport. L'industrie de l'automobile, essentiellement celle constituée des sous-traitants, a souffert de la baisse des commandes des donneurs d'ordre étrangers. Dans le même sillage, la fabrication des biens d'équipement a pâti d'un relâchement de la demande locale. Les crédits afférents aux équipements ménagers ont régressé de 20,3%, durant le premier trimestre. Dans l'ensemble, le secteur a connu une sous-utilisation des capacités de production, dont la hausse a atteint 3,2 points (28,6%), par rapport à une année plus tôt, et un renchérissement des coûts des intrants. L'indice des prix à la production des métaux s'est consolidé de 8,4%, en glissement annuel.

**Légère reprise de l'activité
au deuxième trimestre
2009 et repli des coûts de
production**

Au cours du deuxième trimestre, l'industrie aurait évolué dans un environnement emprunt d'irrégularité des commandes, un retournement à la baisse d'environ 9% des prix à la production et un manque de visibilité, ce qui laisse présager un ralentissement de l'activité dans son ensemble. L'indicateur synthétique du climat des affaires dégage une légère amélioration conjoncturelle mais qui reste en dessous de son niveau tendanciel. Une hausse de 1,6% de la valeur ajoutée industrielle, en glissement annuel, est, ainsi, attendue. Cette évolution relativement modérée serait attribuable à un redressement des industries agroalimentaires et à une quasi-stagnation des autres branches.

Les industriels opérant dans l'agroalimentaire, bien que touchés par une baisse des commandes à l'export, pourraient résister du fait de l'excellente campagne agricole de cette année qui permettrait d'éviter les problèmes d'approvisionnement des matières premières. Le secteur devrait, ainsi, bénéficier d'une demande locale soutenue et d'une modération des prix de vente de certains intrants agricoles.

L'évolution des autres branches, notamment affectées par la crise, serait modérée mais en légère amélioration, grâce à un renforcement de la demande locale et un ralentissement de la baisse de la demande extérieure adressée au secteur.

Valeur ajoutée industrielle

(prix chaînés, GA en %)

Branches d'activité	2008		2009		
	III	IV	I	II	III
Agroalimentaire	5,1	0,4	1,8	3,5	4,0
Textile et cuir	-4,0	-2,4	-3,9	1,3	2,4
IMME	1,6	-13,1	0,2	0,8	3,7
Chimie et parachimie	9,3	-3,6	-1,8	1,7	2,4
Autres	2,0	-0,2	-1,3	1,5	2,8
Industries de transformation	2,8	-4,0	-0,8	1,6	3,1

Source : CN, prévisions INAC-HCP.

BTP : Légère amélioration de l'activité au premier trimestre de l'année 2009

L'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics a connu, au premier trimestre 2009, une légère amélioration par rapport au trimestre précédent, compte tenu de l'évolution des principaux indicateurs du secteur. Les perspectives, pour les prochains trimestres, s'inscrivent dans le prolongement de cette tendance, comme en témoigne les premiers signes relatifs aux indicateurs pré-curseurs de l'activité.

Au premier trimestre 2009, les déclarations des chefs d'entreprises ont fait état d'une amélioration au niveau de l'activité du bâtiment et aussi des travaux publics. Les opinions exprimées sur le niveau de l'utilisation des facteurs de production confirment ce mouvement conjoncturel. Ainsi, les chefs d'entreprises annoncent des niveaux d'utilisation des matières premières (ciment et acier) au dessus de la moyenne de long terme, corroborés par le dynamisme des ventes du ciment qui ont connu une progression significative, enregistrant une croissance trimestrielle de 3,2% pour le premier trimestre, au lieu de 0,7% à la fin de l'année 2008. Parallèlement, des variations positives ont été relevées au niveau de l'indice de production des minéraux de carrière, corrigé des variations saisonnières, qui a marqué une progression trimestrielle de 4,6% (après -0,9% au cours du trimestre précédent), attestant de l'évolution favorable de la consommation des principaux intrants de la production. Globalement, l'indicateur synthétique de conjoncture, relatant le climat des affaires du secteur tel qu'il ressort des déclarations des entrepreneurs, a retracé

Principaux indicateurs du BTP

(cvs, GT en %)

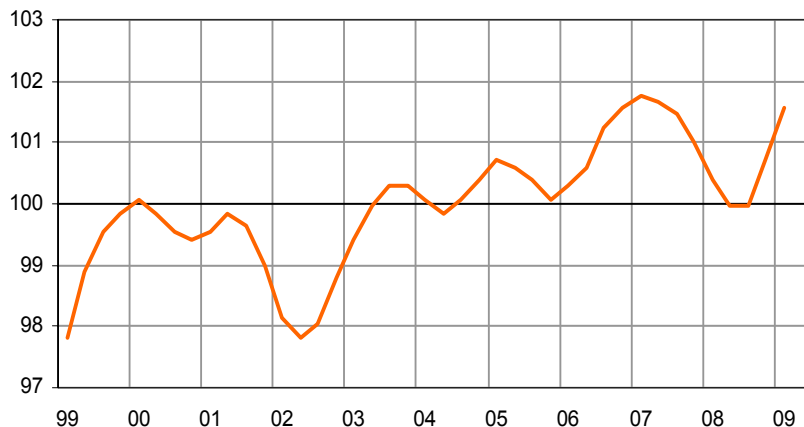
Indicateurs	2008				2009
	I	II	III	IV	I
Ventes du ciment	11,5	-3,6	-3,7	0,7	3,2
Indice de production des minéraux de carrière	6,9	-1,0	-4,5	-0,9	4,6
Population active occupée	0,3	2,2	-1,5	2,1	2,9

Source: APC, DS, calculs INAC-HCP.

une fluctuation conjoncturelle favorable pour le premier trimestre de l'année en cours, en s'établissant à un niveau dépassant la moyenne tendancielle.

L'amélioration de l'activité du BTP, au premier trimestre 2009, s'est traduite, par ailleurs, par une augmentation de l'effectif employé dans le secteur. Avec une création nette d'emplois de 53 000 postes, la population active occupée a noté une croissance, en glissement trimestriel, de 2,9%, contre 2,1% un trimestre auparavant, confirmant, ainsi, les appréciations des professionnels du secteur qui déclarent une hausse de l'emploi dans le secteur, en se situant aux alentours de sa tendance de long terme.

Indicateur synthétique de conjoncture du BTP



Source : DS, élaboration INAC-HCP.

Prolongement de l'amélioration de l'activité

Le secteur du bâtiment et des travaux publics demeure un secteur porteur, au vu de la persistance d'une demande non satisfaite en termes de logements neufs, et la continuité des programmes d'infrastructure de base et des projets touristiques. Les projections pour le court terme s'inscrivent dans une optique de reprise progressive du rythme de croissance. D'ailleurs, les premiers chiffres du deuxième trimestre tablent sur une amélioration au niveau des ventes du ciment (1,5% en glissement trimestriel), et des crédits immobiliers (croissance trimestrielle des flux nets de 5,3%), sans oublier

les prévisions des professionnels du secteur, qui semblent unanimes sur une éventuelle croissance positive de l'activité. Ainsi, une croissance trimestrielle de la valeur ajoutée de 1,6% est estimée pour le deuxième trimestre de l'année en cours.

Toutefois, la reprise du rythme de croissance du secteur reste confrontée aux aléas liés à un essoufflement plus rapide que prévu de l'activité. Les effets de la récession économique internationale pourraient s'amplifier, engendrant le repli de la demande extérieure et intérieure adressées au secteur. Déjà, les investissements directs étrangers adressés au secteur de l'immobilier ont connu une forte baisse (-32,9%, en glissement annuel, au premier trimestre 2009), ce qui laisse augurer une réduction notable des activités de construction du logement haut standing. Quoique la part de ce dernier dans le parc du logement soit relativement moins importante (estimée à près de 5%), il n'en demeure pas moins que son marasme pourrait affecter significativement le rythme d'activité.

TOURISME | La récession économique mondiale a eu des conséquences négatives, particulièrement sur les secteurs orientés vers l'extérieur, dont notamment le tourisme. A l'exception de l'Afrique, toutes les destinations du monde entier ont pâti d'une chute de la demande des principaux marchés sources. Le Maroc a, à son tour, subi l'effet de cette crise, mais de manière moins marquée par rapport aux autres pays du continent et comparativement à ses principaux concurrents (Egypte, Tunisie, Croatie, Chypre et Turquie). L'année 2009 s'annonce une année difficile pour l'activité touristique nationale et s'inscrit dans le prolongement de la décélération amorcée depuis l'année 2007. A l'heure actuelle, les sous-régions les plus touchées au niveau mondial sont l'Europe septentrionale, l'Europe méridionale, l'Europe méditerranéenne, l'Asie du Nord-est, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

Le tourisme international en proie à la dégradation de l'économie mondiale

| La demande touristique a considérablement fléchi dans le monde, sous l'influence d'une économie mondiale devenue extrêmement instable et défavorable, en raison de la jonction de plusieurs facteurs, dont le resserrement du crédit, l'extension de la crise financière, la hausse des prix des produits de base et du pétrole, et les fluctuations massives des taux de change. Les chiffres préliminaires de l'OMT, relatifs au premier trimestre de l'année 2009, indiquent la poursuite de la tendance négative enregistrée au deuxième semestre 2008. Les arrivées de touristes internationaux ont diminué de 10,6% à fin mars 2009 ; la baisse étant très significative aux deux derniers mois du trimestre. Le Moyen-Orient et

l'Europe ont affiché les plus fortes baisses (-22,4% et -13,4% respectivement). Les résultats positifs en Afrique (+1,1%) trouvent leur origine dans l'amélioration des destinations de l'Afrique du nord autour de la méditerranée et la valorisation du Kenya comme l'une des principales destinations d'Afrique subsaharienne.

De nombreux pays ont développé des mesures de stimulation fiscales ou monétaires pour atténuer les effets de la crise sur le tourisme et soutenir les entreprises touristiques, afin de maintenir l'emploi dans le secteur et développer les infrastructures y afférentes.

Arrivées des touristes internationaux

	2007				2008*				2009*
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Monde	7,6	5,4	6,9	7,3	8,6	3,9	-0,6	-2,4	-10,6
Europe	7,0	3,4	5,1	5,1	6,3	1,6	-1,4	-4,7	-13,4
Asie et Pacifique	10,4	10,5	10,6	10,5	8,4	3,4	-1,8	-4,3	-7,7
Amérique	2,6	3,5	6,1	7,4	9,8	3,7	2,0	-2,2	-6,4
Afrique	10,0	5,3	7,8	5,4	6,7	3,6	1,0	6,2	1,1
Moyen-Orient	14,1	16,3	20,5	14,6	24,3	35,8	4,8	15,5	-22,4

(GA en %)

Source: Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

* : Données provisoires.

Un recul plus marqué de l'activité touristique nationale au début de 2009

Au premier trimestre 2009, les principaux indicateurs du secteur touristique signalent une dégradation de l'activité. Pâtissant du recul des arrivées des touristes étrangers, les arrivées globales n'ont progressé que de 1,6%, en glissement trimestriel. L'évolution positive de celles des MRE (+10,5%) n'a pas pu contrebalancer la chute de celles des étrangers (-7,5%). La plus forte baisse a concerné les touristes en provenance du Royaume-Uni (-24%), suivie de celles en provenance de la Hollande (-5%). Le trafic aérien des passagers internationaux a enregistré un repli de 3%, pour la première fois depuis le quatrième trimestre de l'année 2005. S'inscrivant dans une tendance baissière depuis plusieurs trimestres, les nuitées ont affiché un recul de 3,5%. Les destinations les plus touchées par ce repli sont les villes de Marrakech (-12,1%), Casablanca (-3,9%) et Tanger (-12,6%). Cela s'est traduit par une baisse du taux d'occupation de 2,9%. Les recettes voyages ont, pour leur part, diminué de 3,8%, en rythme trimestriel, en lien avec la dégradation du pouvoir d'achat des ménages des principaux pays émetteurs.

Dans le but de redynamiser le secteur et donner un nouveau souffle à l'activité, plusieurs actions ont été entreprises par les pouvoirs publics. Ces actions visent à limiter l'impact de la crise internationale sur l'évolution du secteur au cours de l'année 2009. La mise en œuvre du plan de soutien, Cap 2009, s'inscrit dans cette optique. Ainsi, la nouvelle campagne institutionnelle, Marocothérapie, lancée récemment dans plusieurs marchés émetteurs, pourrait avoir un effet positif sur le flux touristique. De plus, des décisions concernant le transport aérien ont été prises récemment, pour essayer d'accroître le nombre de vols vers le Maroc. Cela concerne, en particulier, la baisse ou l'exonération des taxes aéroportuaires pour encourager le retour des charters, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes de transport.

Activité touristique nationale

(GT en %)

Rubriques	2006				2007				2008				2009
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Nuitées globales	-1,5	10,8	0,3	1,7	0,5	-0,6	-1,0	-1,8	0,0	-1,4	-1,0	2,1	-3,5
Nuitées des résidents	0,1	-1,0	0,5	4,6	0,5	1,1	-1,1	7,5	3,3	-1,0	-5,7	13,1	1,0
Nuitées des non résidents	0,4	12,3	0,4	1,5	-0,5	-0,2	-0,8	-1,7	-2,1	-1,2	-1,9	0,0	-3,5
Arrivées globales	16,5	2,3	1,2	2,5	1,3	4,4	7,9	-0,5	2,2	0,6	-0,9	3,3	1,6
Arrivées des MRE	28,0	-8,3	3,6	8,3	-13,1	17,7	8,1	0,6	-1,2	11,4	-8,4	7,5	10,5
Arrivées des étrangers	5,3	12,4	-2,2	0,7	6,2	2,5	3,9	2,8	-0,5	-1,3	0,7	3,0	-7,5
Recettes voyages	11,1	16,4	-5,4	6,3	-0,4	-2,1	11,2	-1,1	-6,2	6,0	-11,4	-4,3	-3,8
Taux d'occupation¹	2,7	3,9	-2,3	0,9	1,6	-2,7	-1,8	0,1	-1,0	-1,8	-0,7	0,5	-2,9

Source : Ministère du Tourisme, Office des Changes, calculs INAC-HCP.

1. variations trimestrielles en points.

Le tourisme mondial continuerait à régresser d'ici fin 2009

Les perspectives de croissance pour le secteur s'annoncent peu prometteuses pour le second semestre 2009. Le ralentissement des économies européennes et l'apparition de la grippe porcine, auraient un impact sur l'activité touristique mondiale. Selon l'OMT, le tourisme international pourrait régresser de 2 à 3% en 2009. Dans ce contexte, le tourisme national pourrait enregistrer de mauvaises performances pour l'ensemble de l'année 2009, puisque les touristes devraient sensiblement réduire leurs voyages. 50% seulement des européens comptent voyager cette année pour un séjour qui dure de 3 à 14 nuitées consécutives et, parmi ce nombre, 45% planifient leurs vacances à l'intérieur de leur pays. C'est une tendance qui a été particulièrement relevée au niveau du marché espagnol et italien. Les évolutions, enregistrées durant la période avril-mai, confirment la poursuite de la tendance baissière de l'activité en gé-

Focus | **CAP 2009 :**
Des mesures anticipatives pour faire face à la conjoncture internationale

Objectifs du CAP 2009

CAP 2009 est un plan participatif et concerté entre le Ministère du Tourisme, l'Office National Marocain du Tourisme, la Fédération Nationale du Tourisme, l'Observatoire du Tourisme et les Conseils Régionaux du Tourisme (CRT). Ce plan d'anticipation anti-crise ambitionne de maintenir la confiance des opérateurs impliqués dans le secteur, de consolider les parts de marché au niveau des marchés traditionnels, de maintenir l'attractivité du tourisme marocain, d'atténuer l'impact de la crise internationale sur le court terme et de préparer et anticiper la sortie de la crise internationale.

CAP 2009 intègre une série de mesures additionnelles, telles le renforcement des campagnes de promotion et de fidélisation des clients, le développement du tourisme interne et la mise en place d'une cellule de crise pour accompagner le secteur face aux défis de 2009.

Les axes prioritaires du CAP 2009

Pour réaliser ces objectifs, Cap 2009 se base sur six axes prioritaires, qui visent notamment à :

- Renforcer l'image et le positionnement du Maroc à l'étranger ;
- Attirer davantage de touristes étrangers ;
- Renforcer et développer le tourisme interne ;
- Améliorer l'expérience touristique du client et le fidéliser ;
- Entretenir la dynamique d'investissement touristique ;
- Renforcer l'accompagnement institutionnel.

Chacun de ces six axes sera décliné par région en actions opérationnelles au niveau des principaux Conseils Régionaux ou Provinciaux du Tourisme (CRT/CPT).

Sur le plan de la gouvernance, un comité de suivi, à l'échelle nationale, se chargera d'assurer le suivi, la hiérarchisation, la consolidation et la cohérence de l'ensemble des actions CAP 2009. Ce comité sera composé de l'Office National Marocain du Tourisme, de l'Observatoire du Tourisme et de la Fédération Nationale du Tourisme.

néral, au deuxième trimestre 2009. En mai, les nuitées, hors effets saisonniers, ont régressé de 2%, en comparaison avec le mois d'avril. Cette évolution est le résultat des baisses enregistrées tant au niveau des touristes résidents que des non-résidents. De même, les arrivées aux postes frontières ont chuté de 13,1%, sous-tendues par le ralentissement des touristes étrangers et des marocains résidents à l'étranger. Les recettes voyages ont, pour leur part, fléchi de 2,7% au cours de la même période.

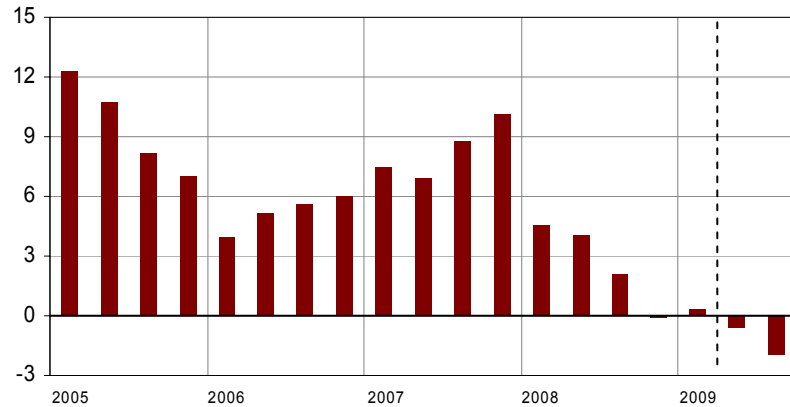
Transport : situation de plus en plus tendue

Sous l'effet de la conjoncture peu favorable tant au niveau local qu'international, l'année en cours s'annonce difficile pour le secteur des transports. Les anticipations pour le deuxième et troisième trimestres 2009 sont pessimistes, notamment pour les tonnages transportés, malgré une amélioration attendue pour le transport aérien, qui pourrait maintenir son cap grâce à l'amélioration des conditions de la concurrence entre les compagnies aériennes et, en

Valeur ajoutée du transport

(volume, prix chaînés, GT en %)

Source : CN, prévisions INAC-HCP.



conséquence, une réduction substantielle des coûts du transport et une plus grande fluidité de la desserte des zones touristiques.

Au premier trimestre 2009, le secteur de transport subissait de plein fouet le ralentissement frappant progressivement l'activité économique non-agricole. En effet, la valeur ajoutée des transports a reculé de 2,9%, en glissement trimestriel. A l'exception des immatriculations qui ont ralenti, tous les modes du transport ont reculé, notamment par voies maritime et ferroviaire.

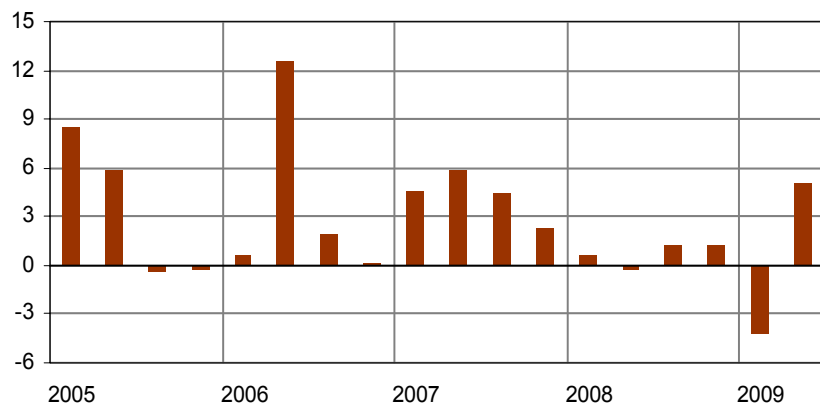
Le transport aérien a chuté pour la première fois, depuis plus de cinq ans, au premier trimestre 2009, de 4,2%, en variation trimestrielle, sous l'effet du tassement du tourisme mondial.

En outre, les transports maritime et ferroviaire sont affectés par la chute des exportations du phosphate et de ses dérivés, comme en atteste le recul des tonnages transportés, à la même période, par voie maritime (-5,9%), pour le cinquième trimestre consécutif, et ferroviaire (-26%), pour le deuxième trimestre successif.

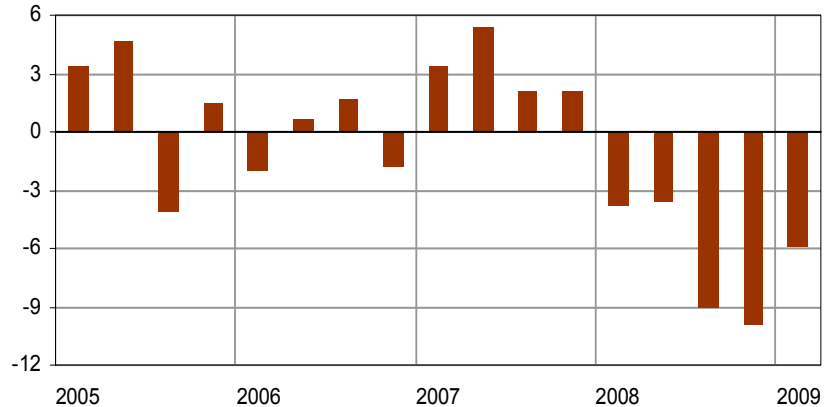
Trafic aérien des passagers

(cvs, GT en %)

Source : ONDA, calculs et estimations INAC-HCP.



Tonnage transporté par voie maritime (GT en %)



Source : CN, prévisions HCP.

Après la reprise au dernier trimestre 2008, le nombre de voyageurs transportés par la voie ferroviaire connaît une diminution sensible au premier trimestre 2009 (-7,1%).

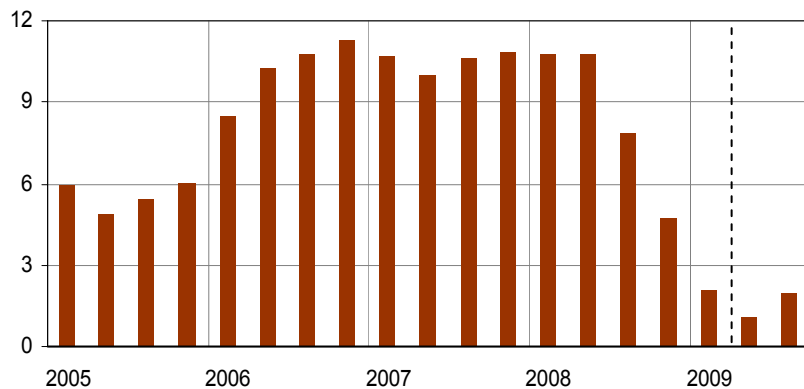
En dépit de l'essoufflement commercial enregistré durant le quatrième trimestre 2008, les immatriculations ont affiché un ralentissement de 3%, au début de l'année 2009, malgré une légère reprise des immatriculations de véhicules neufs qui ont enregistré une hausse de 2%, après une baisse de 10,1% au trimestre précédente.

Communication : poursuite du ralentissement d'activité

Conformément aux pronostics établis par l'INAC durant la fin de l'année 2008, le rythme de croissance de l'activité des postes et télécommunications a décéléré au début de l'année 2009. En effet, la conjoncture peu favorable des activités non-agricoles a eu comme effet de peser sur la valeur ajoutée du secteur, qui a nettement ralenti au premier trimestre 2009, avec une évolution timide de 2%, en glissement annuel, malgré la vive concurrence entre les opérateurs nationaux, notamment sur le mobile, qui a entraîné des bais-

Valeur ajoutée des postes et télécommunication

(volume, prix chaînés,
GT en %)



Source : CN, prévisions INAC-HCP.

ses tarifaires importantes sur plusieurs produits et services au profit des utilisateurs.

Au premier trimestre 2009, le parc des abonnés de la téléphonie mobile a enregistré une évolution de 12,9%, en variation annuelle, contre 21,7% à la même période de l'année précédente. Par conséquent, cette décélération de rythme s'est répercutée négativement sur l'évolution du taux de pénétration qui a ralenti, pour se situer à 11,7%. En outre, l'analyse de l'évolution du parc de la téléphonie fixe montre que ce marché a enregistré une croissance annuelle de 14,2%, contre 69,2% à la même période de l'année auparavant.

Les anticipations restent relativement pessimistes au deuxième trimestre 2009. Toutefois une légère amélioration pourrait être attendue pour le secteur à partir du troisième trimestre 2009, en relation avec une conjoncture économique moins défavorable que les trimestres passés.

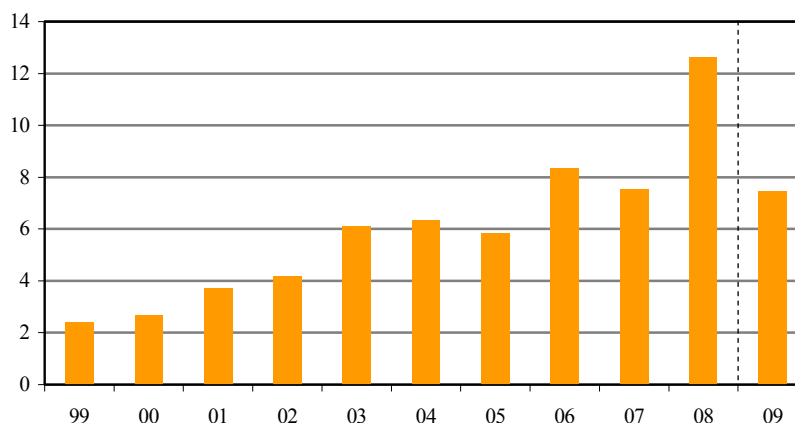
DEMANDE INTERIEURE

Au terme de l'année 2008, la consommation finale a connu une amélioration d'environ 9,4% et la FBCF a progressé de 11,7%, aux prix de l'année précédente, contribuant, respectivement, pour 5,5 points et 3,7 points à la croissance globale du PIB. Les données collectées jusqu'à fin mai 2009 font état d'un recul de la demande mondiale adressée à notre économie, les exportations de biens et services ont chuté de 26,6% et les importations ont fléchi de 16,9%, par rapport à la même période de 2008. Le repli de l'activité économique mondiale s'est traduit par une baisse de l'investissement et de la consommation chez nos principaux partenaires. Au niveau national, la demande intérieure continue de soutenir la croissance, mais tout en s'inscrivant dans une tendance relativement en dessous des performances réalisées l'année précédente.

La consommation privée relativement moins vigoureuse

La consommation des ménages semble maintenir sa tendance haussière, mais évolue à un rythme inférieur à celui enregistré l'année précédente. En cause, le fléchissement de 13,8% des transferts des MRE, à fin mai 2009, et le ralentissement du rythme des créations d'emplois rémunérés, notamment dans les secteurs secondaires. La consommation en biens alimentaires a pâti du renchérissement relatif des prix alimentaires (+4,4%, fin mai), tandis que les achats de produits manufacturés ont souffert d'une baisse de la demande pour les biens d'équipement du foyer. Le flux des crédits à la consommation a régressé de 3,3%, durant les cinq premiers mois, en glissement annuel. Dans le même sillage, les importations de biens de consommation ont connu une baisse de 2,4%, après une progression de 14,8%, une année auparavant.

Consommation finale (prix courants, GA en %)



Source : CN, prévisions HCP (au delà des pointillés).

L'amélioration des revenus, consécutive à la baisse de la charge fiscale à travers la révision de l'IR et de la revalorisation du SMIG, à partir du mois de juillet 2009, conjointe aux effets favorables de la campagne agricole actuelle sur les revenus et les prix des produits alimentaires seraient de nature à soutenir, quelque peu, la consommation durant le troisième trimestre.

Par ailleurs, l'accélération annoncée de la demande des administrations, notamment en biens et services, soutiendrait la croissance de la consommation publique. A fin avril, les dépenses de fonctionnement se sont consolidées de 9,8%, en glissement annuel.

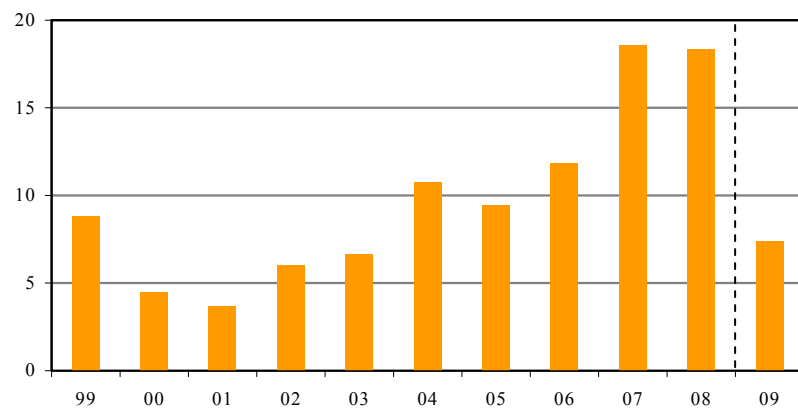
Léger ralentissement de l'investissement

Le ralentissement de l'investissement industriel est confirmé par la baisse de 1,2% des importations de biens d'équipement industriels, à fin mai. Dans le même sillage, les certificats négatifs (intentions de créations) délivrés par l'OMPIC, à fin mars, ont connu une baisse de 4%, en glissement annuel. Les créations d'entreprises effectives, sur la même période, ont reculé de 1%.

L'investissement en BTP profite, en particulier aux travaux publics, notamment aux branches «construction du gros œuvre de bâtiments» et «travaux spécialisés de génie civil». En revanche, des signes d'essoufflement apparaissent au niveau de l'activité de la construction qui connaît un certain relâchement depuis la mi-2008. Ce relâchement se justifie par une croissance relativement moindre que l'année précédente dans l'utilisation des matières premières, comme le ciment dont les ventes ont baissé de 0,8%, à fin mai et les matériaux de construction dont l'indice à la production a connu, au premier trimestre, un repli de 1,2%, en glissements annuels. Ce ralentissement s'est également manifesté au niveau des crédits à l'im-

FBCF

(prix courants, GA en %)



Source : CN, prévisions HCP (au delà des pointillés).

mobilier, dont la croissance s'est située aux environs de 21,4% à fin mai 2009, contre une hausse de 46,9% réalisée une année auparavant.

Affecté par la crise économique mondiale, l'investissement direct étranger évolue en baisse depuis le troisième trimestre 2008. A fin mai 2009, les recettes des investissements et prêts privés étrangers ont reculé de 30,7%, en variation annuelle, après avoir fléchi de 23,3% au cours de toute l'année 2008.

L'apaisement du ralentissement de l'environnement international, au cours du troisième trimestre, conjoint à un éventuel raffermissement de l'activité nationale dans son ensemble, par rapport au trimestre précédent, militent pour une légère progression du rythme de croissance de l'investissement productif. Pour leur part, les dépenses en travaux publics maintiendraient leur trend haussier, profitant de la poursuite des programmes de logements sociaux et le développement des infrastructures de base.

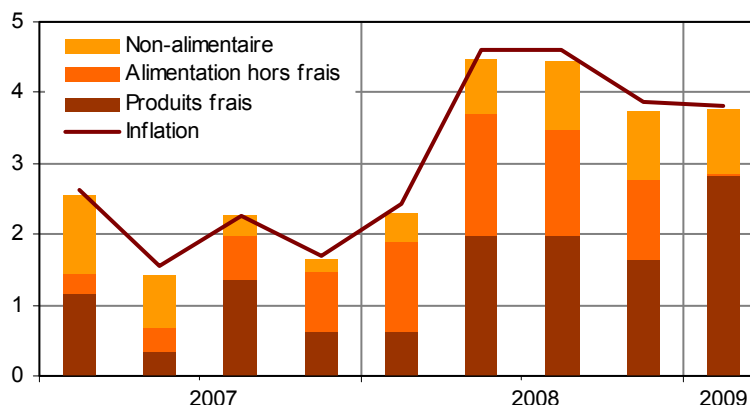
PRIX

Le repli de l'inflation se poursuit

Depuis l'été 2008, la tendance à la désinflation est nette. La diffusion progressive des baisses de prix des matières premières importées aux produits de consommation, hors produits frais, a poussé l'inflation vers le bas : le glissement annuel des prix est passé de 4,6% au troisième trimestre 2008 à 3,8% au premier trimestre 2009. Ce repli aurait été plus marqué s'il n'avait pas été freiné par la hausse des prix des produits frais au cours de cette période. Le redressement des prix des légumes et fruits frais, à partir du mois d'octobre 2008, en raison des dommages causés par l'abondance de la pluviométrie, ont contrecarré la nette décélération de ceux de l'alimentation hors produits frais, plaçant, ainsi, l'indice global des prix à des niveaux supérieurs à ce qu'ils auraient dû normalement enregistrer (2,8 points de contribution des produits frais au relèvement de l'indice global, au premier trimestre 2009). Le rétablissement, par la suite, de l'offre de ces produits, en particulier celle des légumes, a sensiblement réduit les prix des produits alimentaires à partir du mois d'avril 2009. L'inflation est estimée à 1,1% au deuxième trimestre 2009, et c'est la baisse des prix des deux types de produits alimentaires, frais et hors frais, qui a exercé des pressions désinflationnistes sur les prix d'ensemble.

Contributions des grands postes à l'inflation

(Contributions en points, GA en %)



Source : Direction de la Statistique, élaboration INAC-HCP.

La détente des prix au deuxième trimestre 2009 est, aussi, liée à la décélération des prix des produits non-alimentaires, après qu'ils aient progressé au même rythme aux trois trimestres précédents (une croissance de 1,4% est estimée pour le deuxième trimestre 2009, après 1,7% au premier trimestre). Le retournement à la baisse des prix des matières premières énergétiques sur le marché interna-

tional a profité aux prix des produits pétroliers intérieurs, lesquels ont vu leur niveau baisser au mois de février 2009.

L'inflation sous-jacente aussi en repli

De son côté, l'inflation sous-jacente, qui exclut les produits frais et l'énergie, a été marquée par une nette inflexion depuis la mi-2008 : évoluant de 4,9% au troisième trimestre 2008 à 1,7% au premier trimestre 2009, elle serait même négative au deuxième trimestre, -0,2%, à la suite du reflux de l'inflation alimentaire hors produits frais. Le net repli des prix des matières premières agricoles devrait continuer de se diffuser à l'inflation sous-jacente au troisième trimestre 2009.

Les prix continueraient de décélérer au troisième trimestre 2009

La détente des prix, essentiellement ceux des produits alimentaires, pourraient se poursuivre au troisième trimestre 2009. Le recul des prix des matières premières continuerait d'orienter à la baisse les prix de détail des produits alimentaires, hors produits frais. Les produits frais, quant à eux, ne devraient pas enregistrer de variations importantes de prix, à la suite de la disponibilité de l'offre. Compte tenu de ces variations, l'indice des prix à la consommation reculerait à 0,7%, au troisième trimestre 2009, tiré essentiellement par le ralentissement des prix des produits alimentaires.

Prix à la consommation

Groupes de produits	(GA en %)				
	2007	2008	I-09	II-09	III-09
Produits alimentaires	3,2	6,8	6,3	0,8	0,2
Produits non-alimentaires	1	1,4	1,7	1,4	1,4
Ensemble	2	3,9	3,8	1,1	0,7
Inflation sous-jacente	2,2	4,5	1,7	-0,2	-1,1

Source: Direction de la statistique, estimations et prévisions INAC-HCP.

L'indice des prix à la production industrielle poursuit sa décrue

Après avoir fortement augmenté au premier semestre 2008, les prix à la production des industries manufacturières sont entrés, depuis le mois d'août, dans une phase de ralentissement conjoncturel, en raison principalement de la baisse des prix des matières premières importées (minérales, énergétiques et agricoles). Au premier trimestre 2009, l'indice global a décliné de 11%, en glissement annuel, suite à la baisse des coûts des industries du raffinage (-12,4 points de contribution), après une vive hausse l'année dernière. Les industries chimiques ont marqué, pour leur part, une nette décélération depuis le troisième trimestre 2008. Leur contribution au glissement annuel de l'indice global est passée à 0,3 point, alors qu'elle avait atteint 6,2 points au cours de la même période de l'année dernière. La baisse des cours des matières premières importées d'ori-

gine minérale, en particulier celui du soufre sur le marché international, a impacté les coûts de production de l'acide sulfurique et, par conséquent, a tiré les prix à la production des industries chimiques vers le bas.

La même tendance a marqué l'indice des prix à la production des industries alimentaires, son glissement annuel s'est nettement replié depuis la mi-2008 pour atteindre 3,1% au premier trimestre 2009. Cette évolution est due, en grande partie, à la baisse des coûts de production des industries des corps gras et de transformation des céréales et des farines, en lien avec la baisse des cours des graines oléagineuses et du blé sur le marché international. Toutefois, la hausse des coûts des industries des fruits et légumes, quoiqu'importante, principalement en raison de la baisse de l'offre suite aux dommages causés par l'abondance de la pluviométrie, n'a pas pu empêcher les coûts de l'industrie alimentaire de décélérer.

Prix à la production industrielle

(GA en % et contributions en points)

	Moyennes annuelles		Glissements annuels		Contributions	
	2007	2008	IV-08	I-09	IV-08	I-09
Indice général	1,8	18,2	5,9	-11,0	-	-
dont :						
Industries alimentaires	-0,1	8,8	8,3	3,1	1,9	0,7
Cokéfaction et raffinage	1,8	32,2	-12,8	-43,3	-3,6	-12,4
Industrie chimique	5,8	52,5	52,3	1,1	7,0	0,3

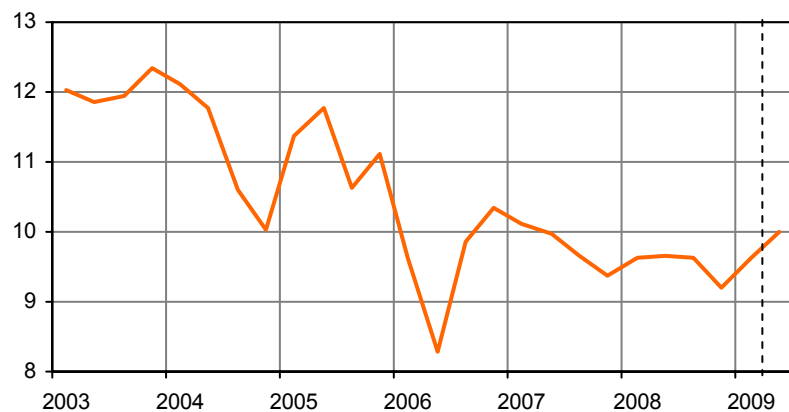
Source : Direction de la Statistique, élaboration INAC-HCP.

EMPLOI ET CHOMAGE

Stabilité du taux de chômage...

Le marché du travail est resté relativement vigoureux, au premier trimestre 2009, surtout en villes et ce, malgré les effets négatifs de la crise économique mondiale sur l'économie marocaine, en général, et ses impacts sur les secteurs orientés à l'exportation, en particulier. Le taux de chômage, au niveau national, s'est stabilisé à 9,6%, en comparaison avec la même période de 2008. Corrigé des variations saisonnières, ce taux a crû de 0,4 point par rapport au quatrième trimestre 2008. La population en chômage, quant à elle, a augmenté de 1,1%, en glissement annuel, ce qui correspond à un renforcement des effectifs des chômeurs de 12 000 personnes. Ce surplus est le résultat d'une hausse de 36 000 chômeurs dans les campagnes, contre une baisse de 24 000 chômeurs en villes. La part du chômage causé par arrêt de l'activité ou licenciement s'est établie, au niveau national, à 63,5%, après 67,5% une année auparavant. Les demandeurs d'emploi n'ayant jamais travaillé, particulièrement les diplômés, les personnes âgées de 25 à 34 ans et les femmes ont le plus profité de la baisse du taux de chômage.

Taux de chômage national (cvs, en %)



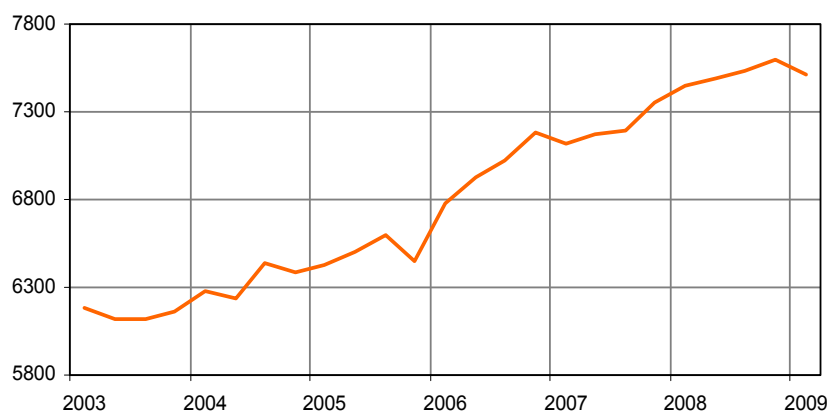
Source : Direction de la Statistique, élaboration INAC-HCP, (prévisions au delà des pointillés).

...et ralentissement de l'offre d'emploi

L'emploi marchand hors agriculture a connu, au premier trimestre 2009, un relâchement de son rythme de croissance marquant, ainsi, la continuité de la phase de décélération de la fluctuation conjoncturelle pour le troisième trimestre successif. Les créations nettes de 70 000 emplois rémunérés, en une année, sont en deçà de la performance moyenne des cinq dernières années d'environ 275 000 emplois par an. C'est surtout en villes que la majorité de ces emplois ont été créés (88 000 nouveaux postes dans les villes et

une perte de 18 000 dans les campagnes). En revanche l'emploi non rémunéré, se situe dans sa tendance baissière, en reculant de 30 000 postes, dont 18 000 en milieu rural. Le taux d'emploi a atteint 45,4%, contre 46,1% l'année précédente.

**Effectif des emplois
rémunérés**
(en 1000, cvs)



Source : Direction de la Statistique, élaboration INAC-HCP, (prévisions au delà des pointillés).

Dans l'ensemble, entre le premier trimestre 2008 et la même période de l'année en cours, 40 000 emplois nets ont été créés, contre une création moyenne de 159 000 emplois au cours des cinq dernières années. Les deux secteurs privé et public ont concouru, chacun, pour 0,2 point à cette évolution qui a bénéficié surtout aux salariés, dont l'effectif a progressé de 1,3%, en glissement annuel. C'est particulièrement la reprise des activités tertiaires et du BTP qui a contribué à l'animation du marché du travail, avec respectivement 113 000 (+5,9%) et 53 000 postes (+5,9%). Par contre, la déprime a impacté l'industrie et l'artisanat qui ont perdu près de 60 000 emplois, en raison de la fermeture ou de l'arrêt provisoire de certaines entreprises du secteur. D'après les statistiques de la CNSS, ce sont les secteurs du textile, des équipements automobiles et de l'électronique qui ont subi les plus fortes baisses. En revanche, d'autres secteurs, tels que l'aéronautique, l'offshoring et les centres d'appel ont contribué positivement à la création d'emplois. L'emploi dans le secteur primaire qui a été impacté par les excès de pluies du début de l'année, a reculé de 1,4%, après un redressement de 5,3%, au quatrième trimestre 2008.

L'évolution de l'emploi rémunéré aurait été positive, au deuxième trimestre 2009, mais moins dynamique que l'année précédente, à cause d'un relâchement des créations d'emplois par les secteurs orientés vers l'exportation. D'autres activités auraient été pénalisées par la conjoncture et n'arrivent pas à maintenir leur dynamisme,

comme notamment la construction dans le segment du haut standing qui a connu, depuis le quatrième trimestre 2008, une certaine baisse de son rythme de croissance. Dans les campagnes, l'évolution favorable de l'offre d'emploi dans l'agriculture serait de nature à infléchir le taux de chômage rural, pour le ramener aux environs de 3,7%, au deuxième trimestre.

Taux de chômage

(en %)

Milieu de résidence	2008				2009	
	I	II	III	IV	I	II
Urbain	14,7	14,0	15,5	14,6	14,1	14,2
Rural	4,0	3,9	3,9	3,8	4,7	3,7
Ensemble	9,6	9,1	9,9	9,5	9,6	9,5

Source : Direction de la Statistique, prévisions INAC-HCP.

ECHANGES EXTERIEURS

La contraction généralisée de l'activité mondiale, fin 2008 et début 2009, se manifestant par une chute du commerce international, a tiré vers le bas les importations des principaux partenaires commerciaux du Maroc, au premier trimestre 2009. Dans leur sillage, la demande étrangère adressée à l'économie marocaine s'est fortement repliée, enregistrant la plus forte baisse lors de ces dix dernières années.

Pâtissant du repli de la demande étrangère, les exportations de biens, en baisse de 12,1%, en variation trimestrielle, ont subi le recul des expéditions du phosphate et de ses dérivés, des biens d'équipement et des produits alimentaires, au premier trimestre 2009. Elles auraient, cependant, retrouvé un léger regain de dynamisme au deuxième trimestre, alimentées par une reprise des expéditions des produits bruts, des biens d'équipement et de consommation, mais se situent toujours en dessous de leur tendance de long terme.

En ligne avec le tarissement de l'activité industrielle et la baisse des prix des matières premières importées, les importations ont nettement reflué au premier trimestre 2009, en particulier celles des demi-produits, des produits énergétiques et des biens d'équipement. Elles auraient affiché une certaine stabilité au deuxième trimestre, avec une légère reprise des importations hors énergie, en particulier celles des demi-produits et des produits alimentaires. La baisse plus prononcée des importations par rapport aux exportations s'est traduite par une amélioration du taux de couverture de 4,7 points, pour se situer aux alentours de 42% au premier trimestre, soit un taux qui

Echanges extérieurs de biens

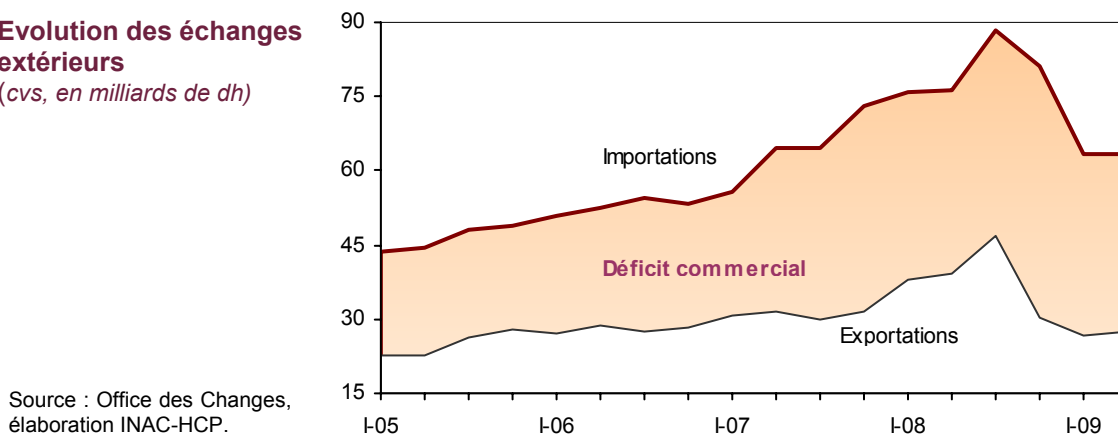
(cvs, GA et GT en %)

Rubriques	Variations trimestrielles						Variations annuelles		
	2008				2009		2006	2007	2008
	I	II	III	IV	I	II			
Importations	3,9	0,3	16,0	-8,4	-21,9	0,1	14,4	23,4	23,9
Exportations	20,2	3,5	19,4	-35,9	-12,1	3,2	12,8	10,7	24,3
Déficit commercial	-8,6	-2,9	12,4	22,7	-27,7	-2,1	16,3	37,8	23,5
Taux de couverture (en points)	6,8	1,6	1,5	-15,9	4,7	1,3	-0,8	-5,5	0,1

Source : OC, calculs et estimations INAC-HCP.

L'évolution conjoncturelle défavorable des transferts des MRE et des recettes touristiques a eu un effet négatif sur le compte des transactions courantes, dont le déficit s'est davantage creusé au premier trimestre 2009, en comparaison avec la même période de l'année précédente. L'excédent de la balance des paiements a fortement chuté traduisant, ainsi, le recul des avoirs extérieurs nets de près de 66%, pour se situer à 500 millions de dirhams environ.

Evolution des échanges extérieurs (cvs, en milliards de dh)

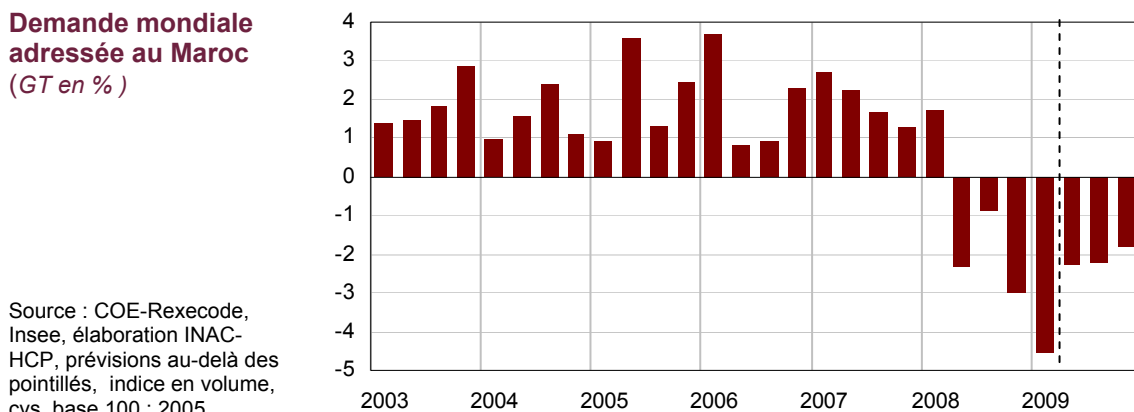


Source : Office des Changes, élaboration INAC-HCP.

Le recul de la demande mondiale adressée au Maroc s'atténuerait progressivement au fil de l'année 2009

La poursuite de la contraction du commerce mondial des biens au premier trimestre 2009 (-6% en variation trimestrielle, après -4,7% au quatrième trimestre 2008) a pesé sur les débouchés à l'exportation du Maroc. Ainsi, la demande mondiale adressée à l'économie marocaine s'est repliée de 4,5 %, en variation trimestrielle, soit la plus forte baisse enregistrée lors des dix dernières années. Cette tendance se serait poursuivie au deuxième trimestre, mais de manière moins accentuée (-2,3%), en ligne avec l'évolution du commerce international et la modération de la diminution de l'activité des principaux pays partenaires commerciaux du Maroc¹.

Demande mondiale adressée au Maroc (GT en %)



Source : COE-Rexecode, Insee, élaboration INAC-HCP, prévisions au-delà des pointillés, indice en volume, cvs, base 100 : 2005.

A l'horizon de la fin 2009, le Maroc bénéficierait du repli plus modéré du commerce mondial. La demande étrangère adressée au Maroc baisserait de manière progressivement moins marquée aux troisième et quatrième trimestres (-2,2% et -1,8%, en variations trimestrielles). Ceci laisse présager une réduction moins importante des débouchés à l'étranger, de nature à tempérer les effets négatifs de la dégradation du commerce mondial sur nos exportations.

Recul moins prononcé des exportations au premier trimestre 2009

Après s'être fortement contractées au quatrième trimestre 2008, les exportations de biens, hors effets saisonniers, se sont repliées, au premier trimestre 2009, de 12,1% en variation trimestrielle. A l'exception des biens de consommation, tous les autres groupes de produits ont contribué à ce recul. Ainsi, les ventes du phosphate et de ses dérivés se sont rétractées, après une hausse exceptionnelle courant 2008², contribuant à la baisse des exportations globales pour 14,4 points.

Quant aux exportations hors phosphates et dérivés, elles ont pâti du repli de la demande étrangère. C'est le cas, notamment, des expéditions des biens d'équipement (-5,7% en variation trimestrielle), en particulier celles des fils et câbles électriques (-22,7%), qui continuent de subir la contraction très marquée de l'activité du secteur automobile européen³.

Il en est de même pour les produits alimentaires (-2,3%), notamment

Exportations de biens

(cvs, GT en % et contributions en points)

Rubriques	Variations trimestrielles					Contributions aux variations				
	2008			2009		2008			2009	
	II	III	IV	I	II	II	III	IV	I	II
Exportations	3,5	19,4	-35,9	-12,1	3,2	///	///	///	///	///
<i>dont :</i>										
Produits alimentaires	-11,1	32,8	-28,8	-2,3	-7,1	-2,0	5,1	-5,0	-0,4	-1,5
Produits bruts	26,3	55,1	-61,7	-31,9	27,6	3,6	9,2	-13,3	-4,1	2,8
Phosphates	44,4	52,0	-48,1	-62,3	50,1	3,6	5,9	-6,9	-7,3	2,5
Demi-produits	23,6	2,5	-40,9	-32,0	-21,4	7,7	1,0	-13,7	-9,9	-5,1
Acide phosphorique	259,2	-25,5	-61,0	-36,7	-14,1	20,7	-7,1	-10,5	-3,8	-1,1
Engrais naturels et chimiques	21,9	-11,0	-56,7	-50,6	110,6	1,5	-0,9	-3,5	-2,1	2,6
Biens d'équipement	-15,5	36,5	-31,8	-5,7	31,0	-1,7	3,2	-3,2	-0,6	3,6
Biens de consommation	-16,5	4,9	-3,9	11,4	10,6	-4,1	1,0	-0,7	3,0	3,5
Confection	-5,8	-1,8	-1,6	0,8	20,6	-0,8	-0,2	-0,2	0,1	3,5
Bonneterie	-10,6	9,5	-4,7	7,5	2,4	-0,5	0,4	-0,2	0,4	0,2

Source : OC, calculs et estimations INAC-HCP.

les produits de la mer (crustacés, mollusques et poissons frais en particulier), qui connaissent une baisse depuis le quatrième trimestre 2008. Toutefois, les exportations des biens de consommation, en particulier celles de la bonneterie et des vêtements confectionnés, semblent connaître un retournement à la hausse, après la morosité qu'elles avaient connu tout au long des années 2007 et 2008, enregistrant des évolutions positives, hors effets saisonniers, respectivement de 7,5% et 0,8%, en variations trimestrielles. Ce constat semble se confirmer au deuxième trimestre, leurs exportations auraient connu un raffermissement estimé à 2,4% et 20,6% respectivement.

Au deuxième trimestre 2009, les exportations auraient fait preuve d'un léger regain de dynamisme, estimé à 3,2%, en variation trimestrielle, alimentées par une reprise des biens d'équipement (+31%), des biens de consommation (+10,6%) et des produits bruts (phosphate en particulier). Il est à souligner qu'en dépit de cette reprise, elles demeurent en dessous de leur niveau tendanciel.

Des importations qui se contractent fortement au début de 2009, mais qui se stabilisent au deuxième trimestre 2009

Se situant en dessous de leur niveau tendanciel, les importations de biens, corrigées des variations saisonnières, ont nettement reflué au premier trimestre 2009 (-21,9%, en variation trimestrielle), sous l'effet du ralentissement de la demande intérieure et de la baisse des consommations intermédiaires. De plus, la détente des prix mondiaux des matières premières énergétiques et industrielles, amorcée au troisième trimestre 2008 et qui s'est intensifiée fin 2008 et début 2009⁴, a joué en faveur du recul des importations.

Importations de biens

(cvs, GT en % et contributions en points)

Rubriques	Variations trimestrielles					Contributions aux variations				
	2008			2009		2008			2009	
	II	III	IV	I	II	II	III	IV	I	II
Importations	0,3	16,0	-8,4	-21,9	0,1	///	///	///	///	///
<i>dont :</i>										
Produits alimentaires	-21,8	22,5	1,8	-33,1	27,6	-2,5	2,0	0,2	-3,4	2,5
Produits énergétiques	-7,0	21,6	-16,2	-20,3	-7,7	-1,6	4,5	-3,5	-4,1	-1,6
Huile brute de pétrole	-17,2	-0,8	-27,6	-5,4	-40,5	-2,2	-0,1	-2,4	-0,4	-3,4
Produits bruts	21,3	26,8	-44,2	-28,6	-17,3	1,5	2,4	-4,2	-1,7	-0,9
Demi-produits	3,9	16,0	-7,5	-42,0	17,9	0,8	3,5	-1,7	-9,4	3,0
Biens d'équipement	10,0	9,0	2,8	-10,5	-2,0	2,1	2,0	0,6	-2,5	-0,5
Biens de consommation	-0,5	9,4	1,4	-4,5	-10,7	-0,1	1,6	0,2	-0,8	-2,3
Importations hors énergie	2,4	14,5	-6,3	-22,3	2,1	1,9	11,5	-4,9	-17,8	1,7

Source : OC, calculs et estimations INAC-HCP.

Ce reflux a concerné davantage les achats des demi-produits, des produits énergétiques et des biens d'équipement, en réponse à la contraction de l'activité industrielle. Ainsi, sous l'effet combiné de la décélération de la demande émanant des industries de transformation et du reflux des prix internationaux des matières premières, les demi-produits, dont la contribution à la variation des importations a atteint -9,4 points, ont été principalement tirés par les produits chimiques, les matières plastiques, le fer et l'acier. Quant aux importations des biens d'équipement (machines et appareils divers, voitures industrielles essentiellement), elles auraient connu un certain fléchissement de leur rythme d'évolution au terme de la même période, contribuant pour -2,5 points à la variation des importations.

Au deuxième trimestre 2009, les importations auraient affiché une certaine stabilité (+0,1%), avec une légère reprise des importations hors énergie (+2,1%), en particulier celles des demi-produits et des produits alimentaires. Les autres produits se seraient maintenus sur leur tendance baissière du premier trimestre.

**La balance des paiements
grevée par le creusement du
déficit du compte courant**

La balance des paiements a dégagé, au terme du premier trimestre 2009, un excédent de 498,3 millions de dh, en baisse de 66% par rapport à celui enregistré un an auparavant. Ce résultat incombe au creusement du déficit du compte des transactions courantes de 35,2%, en variation annuelle, suite au recul de l'excédent des services de 20,6% (consécutivement à la diminution des recettes voyages de 21,2%) et la baisse des transferts courants privés, en lien avec le repli de 14,7% des fonds transférés par les MRE. Toutefois, l'excédent dégagé par le compte de capital et des opérations financières (11 milliards de dh, en augmentation de 35,3%) a permis d'atténuer l'effet du déficit courant sur la balance des paiements. Ceci trouve son origine dans l'évolution positive du solde des opérations financières aussi bien du secteur privé (+34,1%) que public (+37,5%).

La hausse de l'excédent au titre des opérations financières du secteur privé est le résultat de l'accroissement des crédits commerciaux, accordés aux résidents, au titre des importations (6,4 milliards de dh, contre 3,3 milliards de dh). Par contre, le surplus réalisé au titre des investissements et des prêts privés étrangers (6,7 milliards de dh) s'est replié de 2,9%. En effet, les recettes réalisées au titre des investissements et des prêts privés étrangers au Maroc se sont rétractées de 24,2% par rapport au premier trimestre 2008, sous l'effet de la chute de 19,4% de celles des investissements directs étrangers.

Ces derniers, se situant dans une phase conjoncturelle défavorable depuis le deuxième trimestre 2008, ont pâti du recul des investissements effectués par la France et l'Espagne. Les secteurs les plus touchés sont le tourisme (-54,9%), l'immobilier (-32,9%), l'industrie (-11%) et le secteur bancaire (-7,6%).

Quant à l'accroissement de l'excédent des opérations financières du secteur public, elle résulte, essentiellement, de l'accroissement plus important des tirages (+28,9%) par rapport au remboursement en principal (+14,8%) de la dette extérieure publique.

Balance des paiements, premier trimestre de l'année

(soldes en millions de dh)

Rubriques	2007	2008	2009
A- Compte des transactions courantes	3 499,8	-6 868,9	-9 289,7
Biens	-21 314,0	-30 933,0	-29 563,0
Services	12 253,9	10 455,8	8 298,0
Voyages	10 778,3	10 096,3	7 641,7
Revenus	-856,9	-419,8	-250,6
Transferts courants	13 416,8	14 028,1	12 225,9
Transferts privés	13 122,2	13 373,3	11 881,4
B- Compte de capital et des opérations financières	-328,80	8 145,1	11 023,70
Capital	-2,1	-5,2	-4,2
Opérations financières	-326,7	8 150,3	11 027,9
secteur privé	695,3	5 158,8	6 915,5
secteur public	-1 022,0	2 991,5	4 112,4
C- Ecart statistique	1 932,6	187,3	-1 235,7
Solde de la balance	5 103,6	1 463,5	498,3

Source : Office des Changes ; chiffres provisoires

Notes :

1. La croissance de la zone euro aurait baissé de 1,1% au deuxième trimestre 2009, après avoir chuté de 2,5% au premier trimestre.
2. Leur valeur avait plus que doublé, profitant, principalement, de la fermeté des cours sur les marchés extérieurs : les cours mondiaux de phosphate diammonique (DAP), de superphosphate triple (TSP) et du phosphate brut avaient augmenté de 38,5%, 45% et 56,7% respectivement, en variations trimestrielles, au deuxième trimestre 2008.
3. Au premier trimestre 2009, la production de l'industrie automobile de l'Union Européenne s'est repliée de 12,8%, en variation trimestrielle, source : Eurostat.
4. Le cours du baril de Brent s'est replié de 51,7% au quatrième trimestre 2008 et de 19,5% au premier trimestre 2009, en glissements trimestriels. Parmi les cours des minéraux importés qui ont diminué, il y a lieu de citer ceux du cuivre qui ont reculé de 9% et 49,2% lors de la même période, ceux des métaux comme le zinc dont les prix ont chuté (-33% et -1,1%), le plomb (-34,9% et -7,1%), l'aluminium (-34,7% et -25,3%) et l'acier (-8,2% et -11,6%).

FINANCES PUBLIQUES

Après deux années successives de bon comportement budgétaire et de la bonne tenue des recettes, le budget 2009 semble être affecté, conjoncturellement, par les effets de la crise internationale et ses retombées sur l'économie nationale. Les recettes budgétaires ont chuté au début de l'année 2009, notamment les recettes fiscales.

Au niveau des dépenses, le budget 2009 consacre des augmentations importantes aux secteurs sociaux et à l'investissement. Le renforcement de la dimension sociale concerne, entre autres, l'amélioration des budgets alloués à la santé, à l'enseignement, à l'habitat salubre, à l'eau potable et à l'électricité. La relance du pouvoir d'achat s'exprime par le relèvement des allocations familiales et la pension de vieillesse, la généralisation progressive du RAMED et la création de 12820 postes budgétaires. Par ailleurs, deux fonds de développement relatifs aux secteurs de l'énergie et de la pêche seront créés, dans l'objectif de soutenir les dynamiques sectorielles y afférentes.

En 2008, les finances publiques ont pu résister aux chocs extérieurs. Le bon comportement des recettes a permis aux autorités d'absorber, à court terme, les coûts exorbitants des subventions sans compromettre la stabilité macroéconomique. En 2009, l'effondrement de la demande étrangère et le ralentissement de l'activité économique non agricole, au niveau interne, seront de nature à contrarier l'évolution des recettes budgétaires. Les excédents budgétaires enregistrés en 2007 et 2008 seront transformés en déficit en 2009. Mais il est probable que ce solde négatif serait limité à moins de 3% du PIB.

Retournement à la baisse des recettes budgétaires

Les recettes ont évolué à la baisse au début 2009, après plusieurs budgets en croissance constante. Leur exécution a été malmenée par les effets négatifs de la crise internationale sur l'économie nationale. Les recettes ont chuté de 12,3% à fin avril 2009. Les recettes fiscales et non-fiscales ont sensiblement contribué à cette évolution.

Les recettes fiscales ont enregistré une décreue significative durant les quatre premiers mois de l'année 2009. Ces recettes ont diminué de 12,4% en glissement annuel. Cette baisse a affecté l'ensemble

des impôts et taxes agrégés. Les impôts directs ont marqué un recul de 18,5%, dû essentiellement au repli de 17% de l'IS à la suite du tassement de l'activité non agricole, et de la chute de 23% de l'IR en liaison avec la réforme qui a touché cet impôt à partir du début de l'année.

Les impôts indirects ont diminué de 2,4%, sous l'effet de la baisse de 1,7% de la TIC et de 2,8% des recettes de la TVA. Les droits de douane ont chuté de 18%, affectés par le net repli des importations des biens (-18,8%). Les droits d'enregistrement et timbre ont rompu avec leur évolution positive et ont enregistré, de ce fait, une diminution de 4,3%.

Les recettes non-fiscales ont évolué aussi en baisse (-9,4%) à la même période, tirées notamment par la chute des recettes de monopoles.

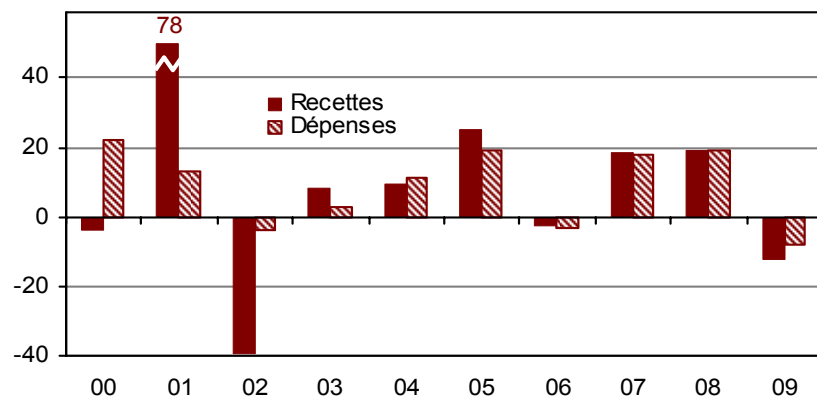
Recul du solde budgétaire

Les dépenses budgétaires ont quasiment stagné et leur évolution s'est limitée à 1% au cours des quatre premiers mois de l'année 2009. Les dépenses de compensation ont contribué négativement à cette évolution, soit -14 points. Ces types de dépenses se sont allégés de 81%, à la suite de la chute des prix des matières premières sur le marché international. En revanche, les dépenses de personnel et d'investissement ont contribué de 3,6 et 5,8 points respectivement à la croissance des charges globales. L'effort de l'investissement budgétaire s'est maintenu et les dépenses y afférentes ont enregistré une progression de 20,3%.

Affectée par la chute des recettes, l'épargne budgétaire a baissé de 27,5%. De ce fait, elle n'a pu couvrir que 54,8% des investissements engagés durant cette période. Le solde budgétaire demeure excé-

Recettes et dépenses budgétaires

(Janvier-avril, GA en %)



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures.

dentaire, mais en forte baisse (-70,9%), comparé à la même période du budget 2008.

L'excédent budgétaire reste éphémère et ne cesse de se rétrécir au fil des mois. Il est probable que ce solde positif se transforme rapidement en déficit, en l'absence des stimulants pour les recettes budgétaires. Toutefois, le taux du déficit, en fin d'exécution du budget 2009, serait contenu à moins de 3% du PIB.

Evolution des charges et ressources du Trésor

(Avec TVA des collectivités locales, en millions de dirhams, GA en %)

Rubriques	Niveaux			Variations	
	Avril-07	Avril-08	Avril-09	Avril-08	Avril-09
Recettes ordinaires	57 600	68 530	60 084	19,0	-12,3
Recettes fiscales	51 628	63 431	55 539	22,9	-12,4
Recettes non-fiscales	4 886	4 139	3 749	-15,3	-9,4
Dépenses ordinaires	45 506	54 120	49 644	18,9	-8,3
Biens et services	34 458	37 071	40 704	7,6	9,8
Intérêts de la dette publique	7 708	7 379	7 100	-4,3	-3,8
Compensation	3 340	9 670	1 840	189,5	-81,0
Solde ordinaire	12 094	14 410	10 440	19,1	-27,6
Investissement	9 227	15 845	19 061	71,7	20,3
Solde budgétaire	2 425	12 724	3 699	424,7	-70,9

Situations cumulées à partir de janvier;

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures, calculs INAC-HCP.

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le rythme de financement de l'économie n'a pas cessé de baisser à la deuxième moitié de l'année 2008 et au début de l'année 2009. La croissance monétaire poursuit sa décélération avec un rythme accentué. L'évolution conjoncturelle de la masse monétaire s'est installée légèrement en dessous de sa tendance de long terme, au premier trimestre 2009. Les informations disponibles et les prévisions établies laissent présager que la masse monétaire devrait poursuivre ce rythme d'évolution et que la création monétaire continuerait de décélérer tout au long de l'année 2009.

Le crédit bancaire a nettement décéléré, enregistrant un taux d'accroissement faible au premier trimestre 2009. Un début de ralentissement conjoncturel s'est manifesté à partir du quatrième trimestre 2008 et il est probable que cette phase cyclique de ralentissement va s'étaler au moins sur toute l'année 2009.

Malgré le resserrement des trésoreries bancaires, les taux d'intérêt interbancaires ont enregistré une évolution à la baisse, au premier trimestre 2009. L'essoufflement du financement de l'Etat sur le marché monétaire a entraîné une orientation à la baisse des taux d'intérêt des adjudications des bons du Trésor, notamment pour les maturités de court terme. Les taux créditeurs ont sensiblement diminué à la même période. Les taux débiteurs ont marqué, en moyenne, une hausse, notamment pour les prêts à l'immobilier et à la trésorerie des entreprises.

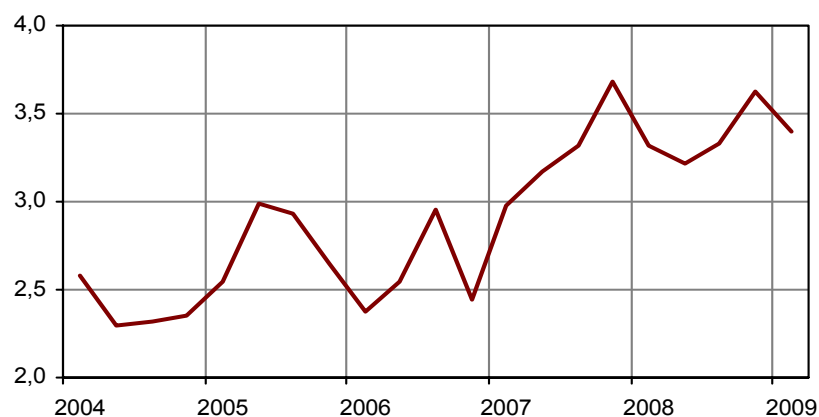
Les taux de change du dirham ont évolué en sens inverse au deuxième trimestre 2009, comparé au premier. La monnaie nationale s'est appréciée par rapport au dollar et s'est dépréciée vis-à-vis de l'euro.

Un retournement à la baisse des taux d'intérêt

Les taux d'intérêt ont globalement reculé, au premier trimestre de l'année 2009. Bank Al-Maghrib a augmenté le niveau de liquidités injectées dans le circuit bancaire, sous forme d'avances à sept jours. Dans le sillage de la réduction du taux directeur de 25 points de base à 3,25% au cours du mois de mars, liée à une anticipation de baisse des prix au niveau intérieur, le taux d'intérêt interbancaire a marqué un retournement à la baisse, suite au repli des tensions

sur les liquidités bancaires. Ainsi, le taux moyen est passé de 3,63%, au quatrième trimestre 2008, à 3,40% au premier trimestre 2009.

Taux moyen trimestriel interbancaire (en %)

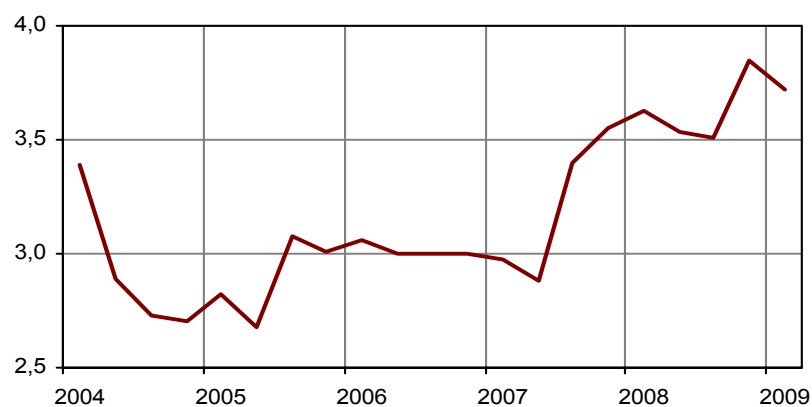


Source : BAM, élaboration INAC-HCP.

Le financement du Trésor sur le marché des adjudications s'est essouffé à partir du mois de janvier 2009 et les levées des fonds ont été orientées, essentiellement, vers les maturités à court terme. L'accroissement de la demande de ses titres a eu, pour conséquence, un ajustement à la baisse des taux d'intérêt sur ce marché. Le taux d'intérêt moyen des bons à un an est passé de 3,84%, au quatrième trimestre 2008, à 3,72% au premier trimestre 2009, alors que le taux moyen à cinq ans a stagné à 4%.

Les taux débiteurs ont connu, en moyenne pondérée, une poursuite de la hausse au premier trimestre 2009. Cette tendance a été tirée par l'augmentation des taux appliqués aux crédits à l'immobilier et à la trésorerie des entreprises. Parallèlement, les taux créditeurs ont viré à la baisse.

Taux moyen trimestriel des adjudications des bons du Trésor à un an (en %)



Source : BAM, élaboration INAC-HCP.

Principaux taux d'intérêt

Types	2007				2008				2009
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Taux directeur⁽¹⁾									
. Avances à 7 jours	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,25
Taux interbancaires⁽²⁾	2,98	3,17	3,32	3,68	3,32	3,21	3,33	3,63	3,40
Taux des adjudications des bons du Trésor⁽²⁾									
. 1 an	2,97	2,88	3,40	3,55	3,63	3,53	3,51	3,84	3,72
. 5 ans	3,14	-	-	4,00	3,84	-	3,75	3,99	4,00
Taux créditeurs⁽¹⁾									
. Dépôts à 6 mois	3,26	3,52	3,41	3,49	3,37	3,55	3,50	3,90	3,61
. Dépôts à 12 mois	3,65	3,63	3,69	3,71	3,71	3,82	3,89	4,23	3,91

Source : BAM, calculs INAC-HCP;

(1) : taux en fin de période, (2) : taux moyens.

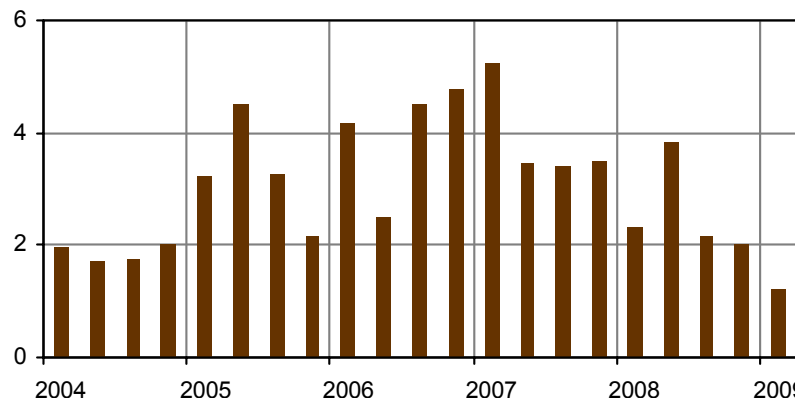
La masse monétaire en phase de ralentissement conjoncturel

La phase de ralentissement conjoncturel de la création monétaire s'est bien installée, eu égard à l'évolution des agrégats monétaires au cours des derniers mois. La création monétaire poursuit sa décélération, au premier trimestre 2009. Le profil conjoncturel, caractérisé par un début de décélération à partir du troisième trimestre de l'année 2008, se poursuivrait, après de fortes croissances successives à partir de l'année 2005 et qui ont duré plus de trois ans. La baisse du rythme de la création monétaire a été tirée par une demande faible des actifs monétaires et une stagnation des souscriptions aux placements liquides.

Ainsi, la liquidité de l'économie continue de décélérer au premier trimestre 2009. Corrigée des variations saisonnières, la progression s'est arrêtée à 1,2%, en glissement trimestriel. La masse monétaire a presque totalement contribué à cette hausse. Les placements liquides ont enregistré une évolution légèrement à la hausse, soit 0,2%, à la suite de la reprise de la demande des titres d'OPCVM obligations. Ainsi, leur contribution à l'évolution de la liquidité est quasiment nulle.

La masse monétaire a augmenté également de 1,2%, en glissement trimestriel, en baisse sensible par rapport aux derniers trimestres. Cette tendance est due, en partie, au repli des créances sur l'Etat. En revanche, les concours à l'économie ont contribué positivement à

Masse monétaire (cvs, GT en %)



Source : BAM, calculs INAC-HCP.

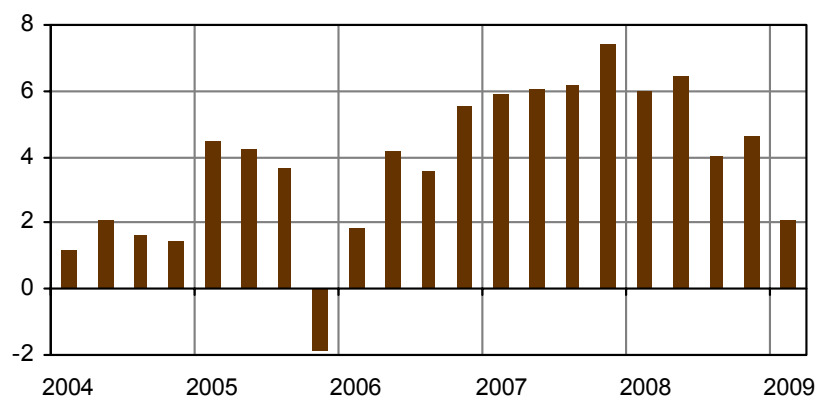
la croissance, malgré une poursuite de la décélération de l'encours à la même période.

Les avoirs extérieurs nets ont enregistré une légère stagnation, après les décreues consécutives durant la deuxième moitié de l'année 2008. Corrigé des variations saisonnières, l'encours a diminué de 0,3% au premier trimestre 2009, en glissement trimestriel. Leur contribution à la création monétaire reste négative pour le troisième trimestre consécutif (-0,1point).

Les créances monétaires sur l'Etat ont marqué une évolution à la baisse. L'encours s'est replié de 4,5%, au lieu d'une hausse de 6,4% un trimestre auparavant. Cette variation tient compte du repli du niveau de financement de l'Etat sur le marché monétaire, à travers les levées des fonds sur le marché des adjudications.

Les concours à l'économie ont fortement ralenti au premier trimestre 2009, renseignant sur le retournement conjoncturel, après un cycle de forte croissance entamé à la deuxième moitié de l'année 2006 et

Concours à l'économie (cvs, GT en %)



Source : BAM, calculs INAC-HCP.

qui a duré deux années. Corrigé des variations saisonnières, l'encours n'a augmenté, en variations trimestrielles, que de 2,1%, après 4,6% un trimestre auparavant. Il est tiré par une demande de crédits bancaires émanant à la fois des entreprises et des ménages.

Agrégats monétaires

(cvs, GT en %)

Agrégats	2007				2008				2009
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Masse monétaire	5,2	3,5	3,4	3,5	2,3	3,8	2,2	2,0	1,2
Contreparties dont:									
- Avoirs extérieurs nets	2,1	1,7	4,0	1,3	0,4	1,0	-2,0	-4,5	-0,3
- Créances sur l'Etat	7,1	4,7	-2,1	-6,1	4,3	-8,4	-0,4	6,4	-4,5
- Concours à l'économie	5,9	6,1	6,2	7,4	6,0	6,4	4,0	4,6	2,1
Placements liquides	-5,2	-12,7	-4,1	9,9	-8,3	7,6	-2,7	-12,1	0,2
Liquidité de l'économie	4,2	2,0	2,8	4,0	1,5	4,1	1,8	1,0	1,2

Source : BAM, calculs INAC-HCP.

Un ralentissement conjoncturel du crédit bancaire

Les crédits bancaires, toutes catégories confondues, ont sensiblement ralenti au premier trimestre 2009, après avoir évolué sur un sentier de forte croissance, avec un pic au troisième trimestre 2008. Le retournement conjoncturel, à partir du quatrième trimestre 2008, se traduirait par des décélérations successives pour les mois à venir. Les crédits de trésorerie ont enregistré une croissance modeste, après avoir baissé un trimestre auparavant, alors que la progression a été la plus rapide dans l'équipement. Par ailleurs, le risque encouru sur le crédit global continue de se replier.

Amorcée à la deuxième moitié de l'année 2006, la phase de forte croissance des crédits de trésorerie semble s'estomper dès le troisième trimestre 2007. Au premier trimestre 2009, ces crédits ont évolué en dessous de leur tendance de long terme. Corrigés des variations saisonnières, les crédits nets ne se sont accrus que de 2,8%, après un repli de 0,8% un trimestre auparavant.

Les crédits à l'équipement semblent se maintenir sur un cycle de croissance continue, tout en accompagnant la dynamique des investissements au niveau national. L'ampleur du rythme consistant a débuté dès le troisième trimestre 2006. L'encours (cvs) de ces types de crédits a évolué de 9,5% au premier trimestre 2009, contre 4,1% au quatrième trimestre 2008.

Crédits bancaires*(cvs, GT en %)*

Types	2007				2008				2009
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I
Crédits de trésorerie	7,8	5,5	4,6	-6,7	7,9	8,6	4,9	-0,8	2,8
Crédits à l'équipement	5,4	2,1	4,9	12,8	8,6	1,9	3,3	4,1	9,5
Crédits immobiliers	7,6	9,0	8,4	29,7	5,6	8,6	7,0	3,9	3,5
Crédits à la consommation	8,2	7,5	6,8	13,8	7,0	6,0	5,6	6,5	5,6

Source : BAM, calculs INAC-HCP.

Quoiqu'en constante évolution à la hausse, la croissance de grande ampleur des crédits immobiliers, amorcée à la deuxième moitié de l'année 2007, s'est estompée à partir du troisième trimestre 2008, abordant, ainsi, une phase de ralentissement conjoncturel. Au premier trimestre 2009, ces types de crédit ont poursuivi leur accroissement, mais à un rythme ralenti. La progression trimestrielle s'est située à 3,5%, au lieu de 5,6% à la même période une année auparavant.

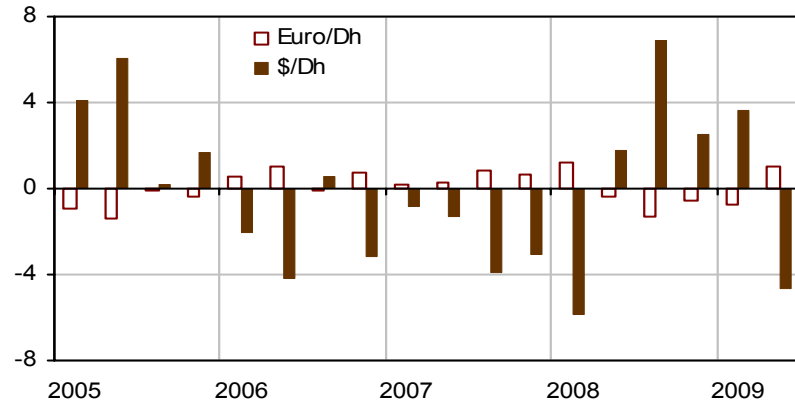
A partir du troisième trimestre 2006, les crédits à la consommation ne cessent d'enregistrer de forts taux de croissance, stimulés par la baisse des taux d'intérêt et la hausse de la demande des ménages pour ces types de crédits. Les crédits à la consommation ont évolué au ralenti au début de l'année 2009. Au premier trimestre, l'encours (cvs) a marqué un taux de croissance de 5,6% seulement. Cette évolution constitue un prélude pour une nouvelle phase conjoncturelle descendante pour les trimestres suivants.

La valeur nominale du dirham s'est appréciée au deuxième trimestre 2009

Le taux de change du dirham a varié d'une façon inverse par rapport au premier trimestre 2009. Dans un marché international, caractérisé par une reprise de l'euro aux dépens du dollar américain, la monnaie nationale a subi, au deuxième trimestre 2009, une appréciation par rapport au dollar et une dépréciation vis-à-vis de l'euro.

Après avoir gagné 0,8% de sa valeur, par rapport à l'euro, au premier trimestre 2009, le dirham s'est déprécié de 1% au deuxième trimestre 2009. La parité dirham/euro s'est établie, à fin juin 2009, à 11,28 dirhams, contre 11,16 dirhams à fin mars 2009. En termes réels, la valeur du dirham a perdu 2,4 points. La hausse des prix dans la zone euro a été moins soutenue que celle enregistrée au niveau national.

Taux de change bilatéral du dirham (GT en %)



Source : BAM, calculs INAC-HCP.

Vis-à-vis du dollar, la variation du cours bilatéral du dirham a été plus prononcée, en raison de l'ancrage réduit de la monnaie nationale à cette devise. Le dollar s'est échangé de 8,39 dirhams à fin mars 2009 à 8,00 dirhams fin juin 2009. La valeur du dirham s'est, ainsi, appréciée de 4,7% au deuxième trimestre de l'année 2009.

Le calcul du taux de change effectif réel du dirham, établi par l'INAC-HCP, qui représente sa valeur réelle sur la base du panier des devises d'indexation de la monnaie nationale, a permis de dégager une légère dépréciation globale du dirham, soit une perte de 0,7 point au deuxième trimestre 2009.

Taux de change du dirham

(GA et GT en %)

Agrégats	Devises	2008					2009	
		I	II	III	IV	Année	I	II
Bilatéral nominal	Euro	1,2	-0,3	-1,3	-0,5	-1,0	-0,8	1,0
	\$	-5,9	1,7	6,9	2,6	5,0	3,6	-4,7
Bilatéral réel	Euro	0,9	-0,8	-2,5	-1,1	-3,5	-1,0	2,4
	\$	-5,5	2,4	5,7	-1,5	0,8	0,6	-3,2
Effectif nominal		-1,5	0,3	1,3	-0,2	-0,1	0,8	-0,6
Effectif réel		-1,6	0,2	0,2	-1,9	-3,0	-0,8	0,7

Les signes des glissements : (+) dépréciation, (-) appréciation ;

Source : BAM, calculs INAC-HCP.

Poursuite du ralentissement monétaire au courant 2009

Après avoir réduit le taux de la réserve monétaire de 3 points de pourcentage au début de l'année 2009, les autorités monétaires ont enchaîné avec la baisse du taux directeur de 25 points de base, vers la fin du mois de mars. Cette dernière décision est intervenue dans la perspective du ralentissement de l'inflation à court

terme. Elle est de nature à alléger les répercussions de la contraction de l'activité économique mondiale sur la croissance nationale. A partir du mois de juillet, le taux de la réserve monétaire sera, de nouveau, abaissé de 2 points de base, en se ramenant à 10% seulement, afin de réduire les tensions sur les liquidités bancaires.

La création monétaire continuerait de décélérer jusqu'à la fin de l'année courante, marquant, ainsi, une rupture avec la situation de surliquidité qui prévalait durant les dernières années. Cette cadence continuerait d'être tirée, surtout, par le ralentissement des crédits à l'économie, sous-tendu par le fléchissement attendu de l'investissement et de la consommation privés. Les réserves de change pourraient baisser, en raison du recul pressenti des recettes voyages et des recettes MRE. Le Trésor continuerait à mobiliser les fonds nécessaires sur le marché des adjudications, dans un contexte de baisse des recettes budgétaires.

Globalement, l'année 2009 serait moins liquide, comparée à l'année 2008. Les prévisions établies, pour le deuxième et le troisième trimestres, laissent entrevoir une suite des tendances récentes. L'offre des moyens de paiement prolongerait sa décélération. On prévoit, ainsi, une progression annuelle de la masse monétaire de 7,5% et 7,1% respectivement aux deuxième et troisième trimestres 2009. Le ralentissement de la croissance des crédits bancaires se maintiendrait. Les prévisions laissent présager un niveau des concours à l'économie en hausse de 14,8% et 13,3% aux mêmes périodes.

BOURSE DES VALEURS

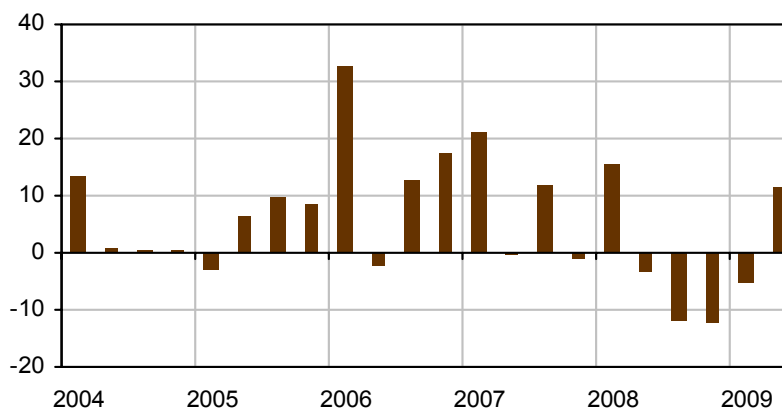
Le marché boursier a marqué une pause au deuxième trimestre 2009, après une période de correction continue amorcée depuis mars 2008. L'évolution conjoncturelle s'installe toujours dans une phase descendante, tout en se maintenant en dessous de la tendance de long terme. L'indice MASI a enregistré une progression de 11,4% en glissement trimestriel. Cette reprise intervient en dépit des effets psychologiques de la crise financière internationale et ses répercussions éventuelles sur le comportement des secteurs économiques et les perspectives des sociétés cotées. Cette performance n'a pas été accompagnée d'un regain de l'investissement en bourse. Le volume des transactions continue de se replier, marquant la diminution de l'attrait de la bourse et le manque de visibilité quant aux perspectives à court et moyen termes.

Une reprise éphémère et sans orientation claire

La correction boursière s'est arrêtée, momentanément, au deuxième trimestre 2009. Les indices ont enregistré des niveaux satisfaisants et ont affiché des progressions importantes. Celles-ci ont permis d'effacer les pertes du premier trimestre, sans pour autant induire une inflexion à la reprise conjoncturelle et sans convaincre les investisseurs à intervenir davantage sur le marché.

Les résultats comptables des sociétés cotées, pour l'année 2008, ont été globalement positifs et la distribution des dividendes a été plus importante. Ces deux facteurs ont certainement bénéficié au marché au deuxième trimestre 2009 et, notamment, aux mois d'avril et juin. Les indices MASI et MADEX ont gagné respectivement 11,4% et 11,7% en glissements trimestriels. En absorbant les pertes enregistrées au premier trimestre, la performance, depuis le début de l'année, a été ramenée à 5,5% et 5,1% respectivement. Ce gain global reste, toutefois, éphémère, dans le sillage de la baisse du volume des échanges et sous l'effet psychologique de la crise financière internationale et son spectre sur le comportement des secteurs cotés.

Indice MASI (GT en %)



Source : SBVC,
calculs INAC-HCP.

La reprise du marché boursier a été tirée par la majorité des valeurs à la cote qui ont subi des évolutions à la hausse, mais à des degrés divers. Le secteur des mines a marqué la plus forte croissance au deuxième trimestre 2009, soit 39,5%, suivi du secteur des équipements électriques et électroniques (32,9%), des holdings (25,5%), du transport (24,1%) et de l'immobilier (23,5%). En revanche, trois secteurs seulement ont enregistré des évolutions négatives. Il s'agit du secteur des loisirs et hôtels (-5,1%), suivi des télécommunications (-1,3%) et de la sylviculture (-0,6%).

trimestre 2009, le volume des transactions a chuté de 32,6% en glissement annuel. Ce qui dénote du maintien de la crise de confiance sur la place financière, se traduisant aussi bien par la faiblesse des volumes traités que par une suspension des opérations d'introductions et d'augmentation de capital.

Globalement, le volume transactionnel s'est chiffré à 25,2 milliards de dh au deuxième trimestre 2009. Le marché central a participé à hauteur de 73,2% du volume global et continue d'animer la bourse des valeurs. Le chiffre d'affaires sur le marché des blocs s'est ressaisi par rapport à la même période de l'année précédente, engendrant, toutefois, 26,8% seulement du chiffre d'affaires global.

A l'image des indices consolidés et dans ce contexte de reprise de la place, la capitalisation boursière s'est aussi appréciée, passant au dessus de 550 milliards de dh. Cette évolution est due, surtout, à la valorisation des cours des sociétés cotées, principalement les grosses capitalisations. A fin juin 2009, la capitalisation boursière s'est établie à 553,9 milliards de dh, enregistrant, ainsi, une hausse de 8,9% en glissement trimestriel, soit un gain de 45,4 milliards de dh.

Chiffre d'affaires

(GA en %)

	2008					2009	
	I	II	III	IV	Année	I	II
Marché central	18,8	-26,7	-15,2	-53,1	-25,8	-56,0	-47,4
Marché des blocs	606,1	-18,2	-85,5	-52,5	-48,4	43,4	81,7
Total	39,8	-25,9	-39,4	-52,8	-33,6	-38,0	-32,6

Source : SBVC, calculs INAC-HCP.

موجز الظرفية الاقتصادية

تواصل تباطؤ النشاط الاقتصادي الوطني، دون احتساب الفلاحة، في ضوء استمرار تدهور الظرفية العالمية، إذ لم يتجاوز نمو قيمته المضافة 0,6 ٪ خلال الفصل الأول من سنة 2009، مقابل 1,2 ٪ خلال الفصل الرابع من 2008. ويرجح أن يظل معدل نمو القطاع الغير الفلاحي ضعيفا خلال الفصول الموالية، إلا انه قد يشهد بعض التحسن عما كان عليه خلال الفصل الأول، مستفيدا من تقلص حدة الانكماش الذي عرفته المبادلات التجارية العالمية.

في ظل ذلك، و باعتبار الآثار الايجابية للموسم الفلاحي الجيد لهذه السنة، يرتقب أن يحقق الناتج الداخلي الخام زيادة، تقدر ب 4,6 ٪ خلال الفصل الثاني من السنة الجارية. إلا أن هذا التطور لا يزال محاطا بمجموعة من التقلبات المرتبطة بأفاق انتهاء دورة الركود الاقتصادي التي دخلتها معظم القطاعات الموجهة نحو التصدير، لاسيما وان تغيراتها الأخيرة لا تزال دون مستوى الاتجاه العام المسجل خلال السنتين الماضيتين.

خضعت معظم اقتصاديات العالم للآثار الجسيمة للأزمة المالية وهبوط النشاط الاقتصادي، الذي تسارعت وثيرته خلال الربع الأول من سنة 2009. وقد ترتب عن ذلك انخفاض في المبادلات التجارية العالمية و تدهور في ظروف التوظيف، مما ساهم في إضعاف الطلب الداخلي. غير أن التقديرات الأولية تشير إلى تقلص حدة هذا التراجع بدءا من الفصل الثاني من السنة الجارية، نتيجة تحسن مرتقب في أوضاع الأسواق المالية و إمكانية امتداد تأثير ذلك إلى استهلاك الأسر. وعلى العموم، من المنتظر أن يستمر تقلص معدل انخفاض التجارة العالمية خلال الفصول الموالية، ليصل في متم السنة الجارية إلى حوالي 9,7 ٪، وألا يحصل تقويم الناتج الداخلي العالمي إلا بالتدريج خلال 2010.

تقلص مرتقب في حدة انكماش النشاط الاقتصادي العالمي

ساهم الانكماش الحاد الذي عرفته المبادلات التجارية العالمية خلال نهاية السنة الماضية في تقليص فرص التصدير المتاحة للاقتصاد الوطني. حيث تفيد البيانات انخفاض الطلب الخارجي الموجه نحو المغرب بحوالي 4,5 ٪ خلال الفصل الأول من 2009، على أساس التغير الفصلي، و هو ما أدى إلى حدوث تراجع ملموس في الصادرات الوطنية و خاصة منها تلك المتعلقة بالفوسفاط و مشتاقاته و مواد التجهيز. غير أن المبيعات الخارجية من الملابس الداخلية وكذا الجاهزة قد حققت بعض التحسن، مقارنة مع مستوياتها المسجلة خلال الفصل الرابع من 2008، إذ ارتفعت ب 7,5 ٪ و 0,8 ٪ على التوالي خلال بداية السنة. واستمر تزايد مبيعاتها خلال الفصل الثاني من 2009، في ظل تقلص

وتراجع في معدل انخفاض الطلب الخارجي الموجه نحو المغرب

وثيرة انخفاض الطلب الخارجي الموجه نحو المغرب إلى نحو 2,3%. و تجدر الإشارة إلى انه مع تراجع وطأة الكساد الذي تشهده المبادلات التجارية العالمية وكذا اعتدال انخفاض معدلات النمو الاقتصادي الخاصة بالشركاء التجاريين الرئيسيين للمغرب، يرجح أن تشهد الصادرات الوطنية بعض الارتفاع، مستفيدة من تزايد مرتقب في المبيعات من المواد الخام و مواد التجهيز على وجه الخصوص.

فيما يخص الواردات، تفيد إحصائيات التجارة الخارجية حدوث انخفاض مهم في مستوياتها، بلغ معدله 21,9-%، خلال الفصل الأول من 2009، على أساس التغير الفصلي المصحح من آثار التغيرات الموسمية. وقد مس هذا التراجع، بالخصوص، المقتنيات من أنصاف المواد والمواد الطاقية وكذا المواد التجهيز. في ظل ذلك، وباحتساب تطور الصادرات، عرف معدل تغطية الواردات بالصادرات شيئا من الارتفاع، ليستقر في حدود 42% خلال نفس الفترة. غير أن ذلك لم يحل دون تفاقم عجز الميزان الجاري، لاسيما مع استمرار تقلص تحويلات المغاربة القاطنين بالخارج و انخفاض المداخيل السياحية (13,8-% و 16,6-% على التوالي، في متم الخمسة أشهر الأولى من 2009). وهو ما يشكل تفاوتاً مهماً مع التوجه العام الذي عرفته السنوات الماضية. و تجدر الإشارة إلى أن مداخيل الاستثمارات الخارجية غير المباشرة قد عرفت، بدورها، تراجعاً بـ 25%، مما ساهم في خفض الموجودات الخارجية من العملة الصعبة، ليصل مستواها إلى 194,1 مليار درهم، في متم شهر ماي الماضي، وهو ما يسمح بتغطية سبعة أشهر من الواردات، عوض ثمانية خلال نفس الفترة من 2008.

تفاوت في تطور الأنشطة القطاعية

يخضع الاقتصاد المغربي كباقي الاقتصاديات العالمية لتداعيات الأزمة المالية العالمية الأخيرة، حيث استمر تراجع معدل نمو الأنشطة القابلة للمتاجرة، دون احتساب الفلاحة، خلال الفصل الأول من السنة الجارية، لكن بوتيرة أقل مما كان عليه الحال في نهاية السنة الماضية. ورغم التحسن الطفيف الذي حققته بعض القطاعات الموجهة نحو الطلب الداخلي، فلا يزال النشاط الاقتصادي متأثراً بدخول معظم القطاعات الموجهة نحو التصدير في حالة ركود فعلي، تجلت أبرز معالمه في تواصل انخفاض معدلات نموها الاقتصادي خلال بداية السنة الجارية.

المعادن و السياحة و الصناعة الأكثر تضرراً

على مستوى القطاع المعدني، تفاقم الآثار السلبية لضعف الطلب الخارجي الموجه نحو الفوسفات و مشتقاته وكذا المواد المعدنية الأخرى، متسببة في انخفاض القيمة المضافة للقطاع بنحو 27,5% خلال الفصل الأول من 2009، على أساس التغير الفصلي، بعد تراجع بـ 18,6% خلال الفصل السابق. ويتوقع أن يستمر هذا التراجع خلال الفصل الثاني من 2009، إذ لا تزال مستويات التصدير ضعيفة، كما تشير إلى ذلك مبيعات الفوسفات الخام، التي لم تتجاوز 364 ألف طن في شهر ماي الماضي، و هو أدنى مستو تم تحقيقه خلال العشرين سنة الماضية.

أما بالنسبة للأنشطة الصناعية، فقد لوحظ تراجع في معدل هبوط قيمتها المضافة، ليصل إلى حدود 0,8%، خلال الفصل الأول من 2009، عوض 4% خلال الفصل الذي يسبقه. وتشير التوقعات إلى ضعف احتمال انتعاش أنشطة القطاع خلال المدى القريب، في ظل استمرار تقلص صادراته خصوصا من المواد الالكترونية والكيميائية. على أن بعض فروع النشاط كالصناعات الغذائية قد حققت بعض التحسن، مستفيدة من التوجه الإيجابي للطلب الداخلي.

بخلاف ذلك، لم تستطع الأنشطة السياحية تجاوز دورة الركود الذي دخلتها بدءا من الفصل الثاني من 2007. إذ استمر تراجع كل من المبيتات السياحية ومداخيل الأسفار بمعدلات بلغت 3% و 16,6% في متم شهر ماي، مقارنة من نفس الفترة من 2008. في سياق ذلك، شهدت الأنشطة المرتبطة بالنقل الجوي انخفاضا ناهزت وثيرته 4,2%، في متم الفصل الأول من 2009، بالمقارنة مع الفصل السابق. كما ساهم انخفاض صادرات الفوسفاط و مشتاقاته في تراجع أنشطة النقل السككي و البحري بحوالي 5,9% و 26%، على التوالي، خلال نفس الفترة.

بالرغم من تأثر أنشطته بتباطؤ الناتج الداخلي الغير الفلاحي، حقق القطاع الطاقى تقدما ملموسا على غير المتوقع، مستفيدا من ارتفاع الإنتاج الكهربائي، بما يعادل 7% خلال الفصل الأول من 2009، في الوقت الذي عرفت فيه الواردات من الكهرباء انخفاضا مهما خلال نفس الفترة. ويعزى هذا التطور إلى تزايد غير مسبوق لأنشطة الوحدات الهيدروكهربائية، على اثر ارتفاع حقيفة ملء السدود. غير أن الشكوك لا تزال تحوم حول استمرارية ديناميكية الإنتاج الكهربائي في ظل ضعف أنشطة الوحدات الحرارية، الناجم عن ارتفاع أسعار المواد الخام و كذا تقلص نشاط معامل التكرير الوطنية. وكان إنتاج، هذه الأخيرة، من النفط الخام المكرر قد عرف تراجعا ب 10,1%، خلال الفصل الأول من 2009.

تحسن طفيف في الأنشطة القطاعية الأخرى

وفيما يخص قطاع البناء والأشغال العمومية، فمع استمرار تباطؤ وتيرة نموه خلال الفصل الأول من 2009، إلا أن ارتسامات مقاولي القطاع تشير إلى تفاؤل محسوس بخصوص احتمال تطور القطاع خلال الفصول الموالية. إذ تحسن رصيد آرائهم حول آفاق تطور نشاط القطاع بما يعادل 29 نقطة خلال الفصل الثاني، بالمقارنة مع الفصل الرابع من 2008. على خلفية ذلك، من المرتقب أن تحقق القيمة المضافة للقطاع زيادة ب 1,6%، خلال الفصل الثاني، بالموازاة مع تطور القروض الصافية الموجهة نحو العقار ب 5,3% خلال نفس الفترة.

من جهتها، حافظت أنشطة الخدمات على معدلات نمو معتدل، بفضل تحسن القيمة المضافة للخدمات المقدمة للشركات والخواص بما يناهز 4,8% خلال الفصل الأول من 2008، بالمقارنة مع الفصل السابق، بينما عرفت الخدمات المرتبطة

بالقطاع المالي شيئا من التراجع خلال نفس الفترة دون أن ينحدر نموها إلى ما دون متوسط تطور الاتجاه العام المسجل خلال السنوات الأخيرة .

وعموما، وباعتبار ارتفاع القيمة المضافة للقطاع الفلاحي ب 26,6% خلال الفصل الثاني من 2009، يرجح أن يصل معدل النمو الاقتصادي إلى 4,6% خلال نفس الفترة بالمقارنة مع 2008. غير أن هذا التطور قد يصاحبه تحسن أقل أهمية على مستوى قنوات تمويل الاقتصاد، خصوصا مع استمرار تباطؤ القروض المقدمة للاقتصاد. فوفقا للبيانات الأخيرة، يقدر أن يستقر نمو هذه الأخيرة في حدود 14,8%، خلال الفصل الثاني من 2009، عوض 19% خلال الفصل الأول.

تباطؤ الطلب الداخلي

لا يزال الطلب الداخلي أحد محركات النشاط الاقتصادي الوطني، رغم التباطؤ الملحوظ الذي قد يشهده خلال السنة الجارية. إذ من المتوقع أن تتراجع وتيرة نمو الاستثمارات الخاصة بالمقاولات، على إثر ضعف الطلب الخارجي. في هذا الصدد، تشير بحوث الظرفية الأخيرة إلى ارتفاع طاقة الإنتاج الصناعي الغير المستغلة بما يعادل 3,7 نقطة فوق المعدل المتوسط المسجل خلال العشر سنوات الماضية. كما تفيد بيانات التجارة الخارجية لشهر ماي 2009 انخفاض الواردات من مواد التجهيز بنسبة 1,2% ، مقابل زيادة ب 21,9% خلال نفس الفترة من 2008.

وفي نفس السياق، شهد الاستهلاك الخاص تراجعا في وتيرة نموه خلال الفصل الأول من السنة الجارية في ظل تباطؤ القدرة الشرائية. إذ تأثرت نفقات الأسر الموجهة نحو الاستهلاك بضعف مستوى التشغيل على صعيد بعض فروع النشاط الصناعي، كما تدل على ذلك معطيات البحث الوطني حول التشغيل، التي أفادت فقدان حوالي 60 ألف منصب شغل على مستوى الأنشطة الصناعية. بينما شهدت قطاعات البناء والخدمات تحسنا لفرص التشغيل بما يناهز 5,9% خلال الفصل الأول من 2009. وقد تأثر استهلاك الأسر أيضا بتناقص المداخيل المحولة من الخارج و تباطؤ وتيرة نمو القروض الموجهة نحو الاستهلاك.

استقرار معدل التضخم الكامن

ومن المنتظر أن تتحسن نفقات الأسر تدريجيا خلال الفصل الثاني من 2009، مستفيدة من تراجع الضغوط التضخمية التي ميزت الفصلين السابقين. ويعزى هذا التطور إلى الانخفاض المستمر لأسعار المواد الغذائية المستوردة. كما أن تباطؤ أثمان باقي المواد الأخرى من شأنه أن يحافظ على معدل تضخم معتدل. في هذا الإطار، يرجح أن يصل معدل ارتفاع الرقم الاستدلالي لمقياس تكلفة المعيشة إلى 1,1%، على أساس التغير السنوي، خلال الفصل الثاني من 2009، عوض 3,8% خلال الفصل الأول. و الأهم من ذلك أن معدل التضخم الكامن قد يشهد استقرارا، خلال نفس الفترة، بعد المستويات المرتفعة التي بلغها خلال السنة الماضية.

TABLEAU DE BORD

Secteurs d'activité et indicateurs de croissance		Situation au	2008	2009	GA en %
(PIB en 10 ⁶ de dh, prix 1998)	Valeur ajoutée agricole	1 ^{er} trimestre	18805	23845	26,8
	PIB global	"	144497	149904	3,7
INDICATEURS SECTORIELS	Ventes de ciment (10 ³ de tonnes)	"	3522,2	3436,9	-2,42
	Production des phosphates (10 ³ de tonnes)	"	6965	2052	-70,0
	Indice de la production électrique (base 100 en 1998)	"	164,5	175,1	6,4
	Indice de la production industrielle (base 100 en 1998)	"	153,2	150,8	-1,6
TAUX DE CHÔMAGE (en %)	Ensemble	"	9,6	9,0	0 pt
	Urbain	"	14,7	14,1	-0,6 pt
	Rural	"	4,0	4,7	0,7 pt
PRX ALA CONSOM. MATION (base 100 en 1989)	Indice général	Fin mai	182,2	187,5	2,9
	Produits alimentaires	"	189,9	198,2	4,4
	Produits non-alimentaires	"	175,8	178,5	1,5
ECHANGES EXTERIEURS (10 ⁶ de dh)	Exportations	"	70 897,0	46 007,9	-35,1
	Importations	"	133 020,9	106 442,3	-20,0
	Déficit commercial	"	62 123,9	60 434,4	-2,7
	Taux de couverture (en %)	"	53,3	43,2	-10,1 pts
	Recettes voyages	"	20 409,5	17 021,5	-16,6
	Transferts des MRE	"	21 191,8	18 272,4	-13,8
FINANCES PUBLIQUES (10 ⁶ de dh)	Recettes ordinaires	Janv - avril	68 530	60 084	-12,3
	Dépenses ordinaires	"	54 120	49 644	-8,3
	Investissement	"	15 845	19 061	20,3
	Solde budgétaire	"	12 724	3 699	-70,9
MONNAIE, INTERET ET CHANGE	Masse monétaire (10 ⁶ de dh)	1 ^{er} trimestre	649 607	714 296	10,0
	Avoirs extérieurs (10 ⁶ de dh)	"	210 739	198 293	-5,9
	Créances sur l'Etat (10 ⁶ de dh)	"	80 101	74 562	-6,9
	Concours à l'économie (10 ⁶ de dh)	"	451 928	537 662	19,0
	Taux d'intérêt interbancaire en %	"	3,32	3,40	8 pts
	Taux des adjudications des bons du Trésor à un an en %	"	3,63	3,72	10 pts
	Taux de change effectif nominal (base 100 en 2005)	2 ^{ème} trimestre	89,02	90,14	1,3
	Taux de change effectif réel (base 100 en 2005)	"	88,88	88,48	-0,4
BOURSE DES VALEURS	MASI (base 1000 au 31/12/1991)	2 ^{ème} trimestre	14 191,07	11 588,55	-18,3
	Capitalisation boursière (10 ⁶ de dh)	"	660,76	553,91	-16,2
	Volume des transactions (10 ⁶ de dh)	"	37 333	25 181	-32,6

TABLEAUX ANNEXES

2007		2008				2009	
III	IV	I	II	III	IV	I	

Environnement international

Taux de croissance du PIB (glissements annuels en %)

Etats-Unis	2,5	2,3	2,5	2,1	0,7	-0,8	-2,5
Zone euro	2,6	2,1	3,2	2,5	1,6	-0,6	-4,8
Allemagne	2,5	2,0	2,9	2,2	-1,0	-1,8	-6,9
France	2,4	2,5	2,2	1,2	3,0	-3,8	-3,2
Italie	1,6	0,1	0,8	0,1	-0,9	-2,6	-5,9
Royaume-Uni	3,9	5,3	4,2	3,3	1,9	-1,8	-4,1
Espagne	3,7	3,2	2,7	1,8	0,9	-0,7	-3,0

Indice des prix à la consommation (glissements annuels en %)

Etats-Unis	2,4	4,0	4,1	4,4	5,3	1,6	-0,1
Zone euro	1,9	2,9	3,4	3,7	3,8	2,3	1,0
Allemagne	2,2	3,0	3,1	3,0	3,3	1,7	0,8
France	1,4	2,5	3,3	3,7	3,6	2,0	0,7
Italie	1,7	2,6	3,3	3,8	4,0	2,9	1,3
Royaume-Uni	1,8	2,1	2,4	3,4	4,8	3,9	3,0
Espagne	2,4	4,0	4,5	4,7	4,9	2,5	0,5

Prix moyen trimestriel des produits de base (marchés mondiaux)

Blé (\$ / tonne) USA-HRW	205,7	274,9	341,9	346,5	317,7	228,1	231,6
Pétrole : brent (\$ / baril)	68,7	75,0	88,96	122,4	115,6	55,89	44,98
Charbon (\$ / tonne)	57,9	68,4	83,5	136,6	162,8	92,97	71,93
Phosphate (\$ / tonne)	59,9	80,0	98,3	367,5	409,2	371,3	193,3
Cuivre (\$ / tonne)	7 602	7 657	7198	8443	7680	3905	3428
Plomb (\$ / tonne)	2 173	3 112	3191	2307	1912	1245	1157
Zinc (\$ / tonne)	3 658	3 214	2628	2113	1770	1185	1172

	02/03	03/04	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09*
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------

AGRICULTURE

Superficies emblavées (en milliers d'hectares)

Céréales	5 547	5 633	5 391,8	5 539,2	4794	5039	5156
Légumineuses	359	365	351	373	371	373	-
Cultures maraîchères	268	257,5	260,5	264	249	-	-

Rendements (qx/ha)

Céréales	14,2	15,1	7,8	16,5	5,1	11	19,8
Légumineuses	6,5	6,6	4,2	8,9	3,8	5,2	-
Cultures maraîchères	231	247	234	264	276	-	-

Productions (en milliers de quintaux)

Céréales	79 000	85 243	42 600	91 592	24 400	50 017	102 000
Légumineuses	2 321	2 412	1 487	3322	1418	1956,1	-
Cultures maraîchères	62 230	68 950	59 620	69 650	68 778	-	-

Source : Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes,
* non compris le maïs.

MINES

		2007		2008				2009
		III	IV	I	II	III	IV	I
		(en milliers de tonnes)						
Phosphate brut	Production	7165	6649	6965	6980	7226	4652	2052
	Exportation	3749	3411	3255	3349	3204	1815	897
Acide phosphorique	Production	940	875	723	866	758	424	213
	Exportation	560	632	307	571	340	312	135
Engrais	Production	709	594	736	750	579	261	318
	Exportation	599	525	579	434	272	147	210

Source : OCP, Ministère de l'Energie et des Mines.

ENERGIE

Production d'électricité (MKWH)	5157	4966	4815	4945	5149	4860	5137
Importations de pétrole (1000T)	594	445	358	627	967	1633	740
Pétrole mis en œuvre (1000T)	1729	1415	1665	1383	1395	1262	1137

Source : Département de l'Energie et des Mines.

INDICE DE LA PRODUCTION ENERGETIQUE ET MINIERE (Base 100 : 1992)

Raffinage de pétrole	116,2	93,6	134,6	186,4	106,8	89,9	99,7
Electricité	185,9	169,5	164,4	166,7	172,0	166,3	174,9
Mines	136	132	168	130	132	120	131
Minerais métalliques	54,2	47,5	60,5	59	54,8	47	65,4

Source : Direction de la Statistique.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Ventes de ciment (1000T)	3384,5	2954,95	3522,2	3939,48	3546,87	3039,06	3436,88
--------------------------	--------	---------	--------	---------	---------	---------	---------

Source : Association Professionnelle des Cimentiers.

INDUSTRIE

Indices de la production industrielle

(Base 100 : 1998)

	2007		2008			2009	
	III	IV	I	II	III	VI	I
Produits des industries alimentaires	137,0	131,0	134,8	145,9	144,2	130,6	135,1
Tabac manufacturé	144,6	145,7	152,8	159,1	142,7	152,7	175,8
Produits de l'industrie textile	127,8	129,8	104,3	113,5	123,1	125,5	102,5
Articles d'habillement et fourrures	133,3	151,3	161,5	125,6	127,3	149,1	154,9
Cuirs, articles de voyage, chaussures	110,0	97,8	103,3	94,5	100,4	85,6	96,5
Produits du travail du bois	85,2	112,1	113,1	136,7	96,9	135,8	102,3
Papiers et cartons	219,6	249,3	209,2	248,6	217,9	243,1	213,6
Produits de l'édition, imprimes ou reproduits	190,0	221,4	96,3	132,4	203,9	219,1	94,2
Produits chimiques	127,2	148,4	127,5	146,7	141,0	142,0	125,9
Produits caoutchoucs ou plastiques	219,5	224,2	227,0	248,7	237,2	234,9	219,7
Autres produits minéraux non métalliques	171,9	160,7	166,6	191,7	175,5	160,4	164,6
Produits métalliques	200,8	207,5	205,6	242,9	208,7	122,6	214,0
Produits du travail des métaux	181,6	193,7	179,9	201,4	184,8	190,7	191,4
Machines et équipements	144,3	174,3	204,3	177,9	159,1	162,6	180,8
Machines et appareils électriques	160,7	166,7	167,0	202,9	164,5	169,3	163,8
Équipements de radiotélévision et communication	136,9	136,4	328,8	294,1	135,4	136,3	328,4
Instruments médicaux, de précision, d'optique, horlogerie	211,8	204,0	269,3	124,3	226,4	212,8	278,8
Produits de l'industrie automobile	210,1	270,9	202,8	221,5	197,6	259,9	183,5
Autres matériels de transport	176,4	167,3	143,8	131,4	183,1	163,5	139,6
Meubles, industries diverses	160,5	185,8	169,1	194,6	190,0	181,7	165,3
Industrie (hors raffinage)	151,2	160,4	154	164,2	155,6	153,2	152,9

Source : DS -HCP.

	2007	2008	2009
--	------	------	------

INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION (fin mai)

(Base 100 : 1989)

Alimentation	179,0	189,9	198,2
Céréales et produits à base de céréales	148,8	177,0	167,4
Lait, produits laitiers et œufs	151,8	158,4	164,0
Corps gras	175,4	215,2	208,8
Viandes	187,1	192,9	199,5
Poissons frais	210,3	231,1	243,1
Légumes frais	224,3	189,6	272,3
Fruits frais	208,2	244,9	251,1
Sucre et produits sucrés	141,5	144,9	147,0
Thé, café et autres plantes aromatiques	115,5	116,1	118,3
Tabac et cigarettes	226,8	226,8	238,8
Habillement	173,9	176,6	178,9
Habitation	180,3	181,4	182,9
Chauffage, éclairage et eau	184,0	184,5	185,4
Equipement ménager	146,5	150,2	153,8
Matériel et articles de cuisine	131,2	133,7	136,9
Appareils ménagers	102,0	102,0	102,8
Soins médicaux	153,1	153,7	154,8
Consultation médicale	206,4	208,3	213,2
Médicaments	131,5	131,6	131,6
Hospitalisation	286,6	289,8	306,0
Transport et communications	184,5	183,3	186,5
Transport privé	169,6	170,2	173,7
Communications	253,3	242,7	242,7
Loisirs et culture	177,1	180,2	183,7
Autres biens et services	182,2	186,0	190,5
Restaurants, cafés et hôtels	191,6	195,4	201,1
Général	176,4	182,2	187,5

Source : DS, calculs INAC-HCP.

	2007		2008				2009
	III	IV	I	II	III	IV	I

ACTIVITE ET CHOMAGE

Activité des citoyens âgés de 15 ans et plus

Population active (en 10 ³)	5 697	5 728	5 884	5 884	5 864	5 886	5 935
Taux d'activité	44,4	44,3	45,2	45,0	44,5	44,4	44,5
- Hommes	71,0	71,1	72,0	71,7	71,1	72,0	71,0
- Femmes	19,1	18,9	19,8	19,6	19,4	18,3	19,0

Taux d'activité des citoyens selon le groupe d'âge

15 - 24 ans	30,1	30,3	31,6	29,7	30,4	29,9	28,9
25 - 34 ans	59,8	59,4	60,8	59,7	60,0	59,9	60,6
35 - 44 ans	57,8	57,0	58,4	58,0	58,3	56,9	57,4
45 ans et plus	36,3	0,0	37,6	38,5	36,2	37,2	37,4

Taux d'activité des citoyens selon le diplôme

Sans diplôme	39,5	38,8	41,0	40,4	39,3	39,5	39,3
Diplôme moyen	43,3	43,4	43,4	42,9	43,7	43,2	43,2
Diplôme supérieur	65,5	66,0	66,8	68,5	66,7	65,9	68,0

Chômage urbain selon le sexe

Population en chômage (en 10 ³)	906	850	862	823	911	862	838
Taux de chômage	15,9	14,8	14,7	14,0	15,5	14,6	14,1
- Hommes	14,4	13,2	13,1	12,4	13,7	13,2	12,6
- Femmes	21,2	20,6	20,0	19,6	22,0	19,8	19,6

Taux de chômage urbain selon le groupe d'âge

15 - 24 ans	32,2	33,6	30,3	30,0	33,5	33,5	32,0
25 - 34 ans	22,5	19,9	20,1	19,9	21,8	21,8	18,9
35 - 44 ans	9,0	7,6	8,1	7,0	7,9	7,9	7,4
45 ans et plus	3,0	2,6	3,6	3,3	2,8	2,8	3,5

Taux de chômage urbain selon le diplôme

Sans diplôme	9,5	7,8	8,3	8,4	8,9	7,9	8,3
Diplôme moyen	21,4	20,5	19,9	19,5	21,3	21,4	19,2
Diplôme supérieur	21,2	20,2	20,9	18,1	20,7	18,2	18,1

EMPLOI

2007		2008			2009	
III	IV	I	II	III	IV	I

Emploi urbain (actifs occupés âgés de 15 ans et plus selon le groupe d'âge)

Actifs occupés (en 10 ³)	4 791	4 878	5 022	5 062	4 954	5 024	5 098
- Taux de féminisation	20,7	20,4	21,1	20,9	20,6	19,9	20,7
15 – 34 ans	43,7	43,7	43,4	43,1	43,3	43,5	43,5
35 – 59 ans	52,4	52,7	52,8	53,1	52,9	53,2	52,9
60 ans et plus	3,9	3,6	3,9	3,8	3,8	3,3	3,6

Emploi urbain selon les secteurs d'activité

Administration publique	15,1	15,9	13,7	14,7	14,5	15,4	14,2
Entreprises publ, et semi- publiques	1,7	1,6	1,8	2,2	2,0	1,7	1,4
Secteur privé	83,2	82,5	84,5	83,1	83,5	82,9	84,4
Total	100,0	100	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Emploi urbain selon la situation dans l'emploi

Salariés	67,7	66,0	64,4	66,1	65,1	66,1	64,8
Indépendants, employeurs	24,5	26,5	27,7	27,0	28,1	26,8	27,5
Aides familiales, apprentis	5,6	5,4	5,5	4,8	5,0	5,0	5,1
Autres situations	2,2	2,1	2,4	2,1	1,8	2,1	2,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Emploi urbain selon la branche d'activité économique

Agriculture, forêts et pêche	4,4	5,7	5,9	5,7	4,3	5,9	6,0
Industrie et artisanat	21,3	20,2	21,5	20,3	20,7	21,2	21,6
BTP	10,4	10,7	11,6	11,6	11,1	10,9	11,6
Commerce	21,0	20,0	20,5	20,3	20,2	18,7	19,5
Transport et communication	6,4	6,3	6,2	7,3	6,9	6,9	6,7
Autres services	36,3	36,8	34,1	34,6	36,5	36,1	34,5
Non déclarés	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Direction de la Statistique-HCP.

ECHANGES EXTERIEURS (fin mai)

Exportations

(en millions de dh)

	2006	2007	2008	2009
Produits finis de consommation	13 702,0	14 523,2	14 823,8	14 729,1
Produits alimentaires, boissons et tabacs	10 240,3	12 202,8	13 941,3	9890,9
Demi-produits	12 628,7	13 085,4	24 050,0	9 504,7
Produits bruts	4 734,6	4 769,4	9 027,9	4 662,5
Biens d'équipement	4 608,9	5 709,5	7 240,0	5 890,4
Produits énergétiques et lubrifiants	1 109,8	1 524,1	1 756,2	1 197,9
Or industriel	90,1	37,9	57,8	132,4
Total	47 114,4	51 852,3	70 897,0	46 007,9

Importations

Produits finis de consommation	16 661,5	18 856,3	21 642,6	21 120,0
Demi-produits	19 042,4	24 010,1	28 727,3	21 171,6
Biens d'équipement	18 819,5	23 494,2	28 633,5	28 488,3
Produits énergétiques et lubrifiants	16 824,6	17 411,7	29 744,5	18 234,1
Produits alimentaires, boissons et tabacs	6 405,9	9 468,0	14 895,6	12 299,4
Produits bruts	4 899,1	5 630,1	9 374,9	5 102,8
Or industriel	104,3	111,8	2,5	26,1
Total	82 757,3	98 982,2	133 020,9	106 442,3

Solde commercial	-35 642,9	-47 129,9	-62 123,9	-60 434,4
Taux de couverture (en %)	56,9	52,4	53,3	43,2
Recettes voyages	18 333,3	20 091,4	20 409,5	17 021,5
Transferts des MRE	17 494,4	20 256,2	21 191,8	18 272,4
Recettes des investissements et prêts privés étrangers	10 062,1	15 591,2	16 544,2	11 467,4

Source : Office des Changes, situations cumulées de janvier à mai.

	2007		2008				2009
	III	IV	I	II	III	IV	I

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Agrégats de monnaie et de placements liquides (en 10⁶ de dh)

Masse monétaire	617 568	644 765	649 607	674 864	693 802	714 460	714 296
Contreparties							
- Avoirs extérieurs nets	211 119	208 519	210 739	211 610	212 647	197 522	198 293
- Créances sur l'Etat	78 248	79 771	80 101	72 180	69 573	80 413	74 562
- Concours à l'économie	402 194	436 285	451 928	485 753	506 578	536 201	537 662
Placements liquides	48 268	50 737	49 250	51 756	50 953	42 867	45 323
Liquidité de l'économie	665 836	695 502	698 857	726 620	744 755	757 327	759 619

Source : Bank Al-Maghrib.

Crédits des banques de dépôts aux entreprises et aux particuliers (en 10⁶ de dh)

Crédits de trésorerie	122 952	115 896	120 463	135 041	141 087	141 451	140 010
Crédits à l'équipement	71 458	81 401	87 232	89 539	92 035	96 888	104 735
Crédits immobiliers	92 654	119 865	126 583	137 617	146 766	152 811	158 097
Crédits à la consommation	17 880	19 654	20 947	22 672	24 407	25 087	26 360

Source : Bank Al-Maghrib.

Cours des devises par rapport au dirham (fin du trimestre)

Euro (E)	11,29	11,36	11,49	11,5	11,31	11,25	11,16
Dollar américain (\$)	7,96	7,71	7,26	7,4	7,90	8,10	8,39
Livre Sterling (£)	16,19	15,49	14,44	14,6	14,28	11,82	12,00

Source : Bank Al-Maghrib.

2007		2008			2009		
IV	I	II	III	IV	I	II	

Indicateurs de la Bourse des Valeurs

Volume des transactions (en 10 ⁶ de dh)	168 122	61 298	37 333	38 645	79 311	37 990	25 181
- Marché central	83 655	50 220	33 749	35 473	39 220	22 101	17 765
- Marché des blocs	84 467	11 078	3 585	3 172	40 091	15 889	6 512
MASI	12 694,97	14 684,13	14 191,07	12 487,70	10 984,29	10 402,09	11 588,55
Capitalisation boursière (en 10 ⁶ de dh)	679 338,78	660 756,33	598 600,77	531 749,85	508 460,31	553 908,47	679 338,78

Source : Bourse des Valeurs de Casablanca.

FINANCES PUBLIQUES

Charges et recettes du Trésor (en 10⁶ de dh)

Recettes ordinaires	171 707	59 210	110 643	158 563	203 042	52 631	-
Dépenses ordinaires	133 869	35 386	80 114	114 624	155 817	36 769	-
Solde ordinaire	37 838	23 824	30 529	43 939	47 225	15 862	-
Investissement budgétaire	28 212	10 891	22 990	27 841	38 178	14 742	-
Solde budgétaire	4 045	19 547	7 842	10 475	2 697	7 624	-
Solde de financement	4 488	23 513	12 113	16 223	-416	8 869	-

Situations cumulées à partir de janvier ;

Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures.

SIGNES ET ABREVIATIONS

-	Données non disponibles
*	Estimations
**	Prévisions
///	Non quantifiable du fait de la nature des informations
BAM	Bank Al-Maghrib
BTP	Bâtiment et travaux publics
CN	Comptabilité Nationale
CVI	Corrigé des variations irrégulières
CVS	Corrigé des variations saisonnières
DS	Direction de la Statistique
FBCF	Formation brute de capital fixe
GT	Glissement trimestriel
GA	Glissement annuel
Ha	Hectare
HCP	Haut-Commissariat au Plan
I, II, III, IV	Trimestres
ICV	Indice du coût de la vie
IGR	Impôt général sur le revenu
IMME	Industries métalliques, mécaniques, électriques et électroniques
IPI	Indice de la production industrielle
IS	Impôt sur les sociétés
MADEX	Most Active Shares Index
MASI	Moroccan All Shares Index
MRE	Marocains résidant à l'étranger
OC	Office des Changes
OCP	Office Chérifien des Phosphates
OMPIC	Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale
ONDA	Office National des Aéroports
ONE	Office National de l'Electricité
ONHYM	Office National des Hydrocarbures et des Mines
OPCVM	Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
PME	Petites et moyennes entreprises
ql	Quintal
SBVC	Société de Bourse des Valeurs de Casablanca
t	Tonne
	Estimations ou prévisions



INSTITUT NATIONAL D'ANALYSE DE LA CONJONCTURE

HCP, ILOT 31-3, SECTEUR 16, HAY RIAD, RABAT, BP : 178

Tél : 05 37 57 69 00

www.hcp.ma